

le prolétaire

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

«programme communiste»
Revue théorique en français
«il comunista»
Journal bimestriel en italien
«el programa comunista»
Revue théorique en espagnol
«El proletario», Journal en espagnol
«Proletarian», bulletin en anglais

Journal bimestriel
N° 514
Décembre 2014 - Février 2015
52^e année - 1 €, 3 CHF, £1,5, 60 DA,
0,5 DT, 20 DH, 500 F CFA, 1,5 \$ CA

DANS CE NUMERO

- Espagne. «Podemos», un réformisme à la recherche de ses parents
- Attaque contre Charlie-Hebdo. A bas l'Union Sacrée!
- Après l'attaque contre Charlie-Hebdo: De quelques tartuffes de l'Union Sacrée anti-terroriste
- Lénine: De l'attitude du parti ouvrier à l'égard de la religion
- Taux de chômage
- Irrésistible endettement

La signification anti-prolétarienne de l'Union Nationale

Les attaques contre «Charlie Hebdo» et contre une supérette kasher, et l'émotion qu'elles ont suscitées ont servi à une incroyable orgie d'union nationale; ainsi l'ont voulu et organisé non seulement le gouvernement (transports gratuits à Paris pour aller à la manif du dimanche, mobilisation des services de l'Etat, etc.), mais tous les grands partis politiques et syndicats (1), les associations les plus diverses, y compris patronales, etc.

Le thème officiel de cette mobilisation d'une envergure sans précédent depuis bien longtemps, était la défense de la liberté de la presse et de la liberté d'expression, qui auraient été l'objectif des 3 Islamistes.

Que la défense de la liberté d'expression n'ait été qu'un prétexte est illustré par le fait que des poursuites ont par la suite été engagées tous azimuts pour apologie de terrorisme, le ministre de la justice Taubira, oubliant ses déclarations en faveur de l'indépendance de la justice, donnant aux tribunaux des consignes de «fermeté»: des peines de prison ont été ainsi distribuées à des ivrognes, des enfants emmenés au poste de police (sur dénonciation de professeurs ou de parents), comme cet enfant - arabe! - de 8 ans à Nice avec l'approbation de la ministre de l'Education Nationale, pour des propos tenus en classe, un syndicaliste mis à pied (2), etc. Le gouvernement a annoncé des mesures pour mieux contrôler l'internet (en réalité pour officialiser un contrôle qui existe déjà, comme l'affaire Snowden l'avait montré): la «liberté d'expression» n'est tolérée sous le capitalisme que dans la mesure où elle ne gêne pas les intérêts ou la politique des bourgeois, mille exemples sont là pour le démontrer s'il le fallait.

Nous nous sommes trouvés en fait devant une véritable campagne de **mobilisation guerrière**, de même nature que celle qui a eu lieu en août 14, l'ennemi étant cette fois non un autre Etat menaçant la «patrie», mais le «terrorisme islamique» (beaucoup comprenant: l'Islam) s'attaquant à «nos» valeurs et «notre» mode de vie. Partant d'une attaque criminelle qui suscitait spontanément l'indignation, elle s'est appuyée sur les toujours puissants réflexes d'union nationale et de patriotisme diffusés en permanence par tous les médias et toutes les institutions bourgeoises, à commencer par l'Ecole (ce n'est pas un hasard si les dirigeants politiques insistent sur le rôle de l'Ecole pour «combattre le terrorisme» et inculquer les dites «valeurs républicaines» aux en-

(Suite en page 2)

Le capitalisme mondial vers la rechute dans la crise

Près de 7 ans après la crise économique qui éclata durant l'année 2008, les nuages d'orages s'amoncellent dans le ciel du capitalisme. Alors que la fameuse reprise économique après la crise a été tout sauf flamboyante, les grandes institutions économiques internationales (FMI, OCDE, etc.) ne cessent, depuis la fin de l'été, de réviser à la baisse leurs «prévisions» de croissance pour l'année 2015, commençant même à parler de risque de rechute de l'économie mondiale dans la crise, tout en estimant cette éventualité improbable.

D'autres organisations plus petites et non tenues par le besoin de ne pas porter atteinte à la «confiance» des «opérateurs économiques» dans la bonne santé de l'économie mondiale ou par des soucis d'ordre diplomatique, sont plus pessimistes; un institut de prévision économique a même calculé à 65% le risque de plongée dans une nouvelle récession mondiale en 2015 (1) - alors que le FMI estime à seulement 40% la probabilité d'une récession, et dans la seule zone euro (2).

Ces chiffres font sourire. Les économistes bourgeois sont bien incapables de comprendre et par conséquent de prévoir le fonctionnement de l'économie capitaliste; en dépit de l'avalanche permanente de chiffres et de statistiques, toutes les crises économiques qui se sont produites, à commencer par la dernière, les ont pris par surprise... Nous n'accordons donc pas plus de confiance aux institutions qui affirment constamment que tout va s'améliorer, qu'aux économistes, bien moins nombreux, qui se sont spécialisés dans les prévisions les plus noires. Mais les instituts et autres organisa-

tions économiques ont la capacité -c'est d'ailleurs pour cela qu'ils ont été créés!- d'enregistrer les évolutions économiques.

RALENTISSEMENT ÉCONOMIQUE MONDIAL

Or depuis quelques mois ils constatent un ralentissement économique au plan international, quoique ce ralentissement soit variable selon les pays et les régions. Il est le plus net au Japon qui est le deuxième pays capitaliste dans le monde (même si sur le seul plan quantitatif, la Chine, gigantesque mais en retard du point de vue du développement capitaliste, le dépasse): depuis le printemps il est entré en récession et les chiffres publiés début décembre indiquent que cette récession s'aggrave: le PIB (Produit Intérieur Brut) y a reculé de presque 2% en rythme annuel au troisième trimestre, alors que le recul n'était que de 1,8% au second. La fameuse nouvelle politique économique du premier ministre Abe (les «*abonomics*»), censée sortir le Japon du marasme (depuis 2008 le pays n'a pas connu de véritable reprise de la croissance), a clairement été un échec. Ce recul est attribué à la faiblesse du marché interne et, en dépit de la baisse du yen, à la stagnation des exportations «*en raison de l'atonie des échanges mondiaux*» (3).

MARASME EN EUROPE

Le deuxième point faible actuel de l'économie internationale est l'Union Européenne (et plus particulièrement la zone euro), qui à elle seule constitue le premier marché mondial. Le PIB de la zone avait chuté en 2012,

avant de reprendre péniblement en 2013. Un ralentissement est devenu perceptible début 2014, avant que la croissance ne marque un coup d'arrêt au deuxième trimestre.

Mais en réalité la situation en Europe est contrastée suivant les pays. Nous avons d'un côté la Grande-Bretagne, qui n'a pas adopté la monnaie commune, non seulement à cause de ses liens économiques et financiers encore très forts avec les Etats-Unis, mais aussi par crainte de voir diluer la place financière de Londres dans l'ensemble européen avec le renoncement à la Livre; elle connaît une croissance sensible, parallèle à celle des Etats-Unis; tandis que dans la zone euro, l'Allemagne en fort ralentissement (ayant même connu une baisse de son PIB au deuxième trimestre) a émergé de la crise de 2008 avec une force renouvelée: elle a pratiquement fait disparaître son déficit budgétaire, elle continue à avoir un excédent commercial et elle a nettement réduit son endettement: cela la met en position de force pour exiger de ses partenaires des efforts pour «remettre en ordre» leur économie. L'Allemagne échappe officiellement pour l'heure à la récession, de même que la France où la croissance du PIB est cependant à peu près nulle. Par contre l'Italie, la troisième économie de la zone, connaît sa troisième année successive de récession.

A cause de l'évolution économique divergente des différents pays qui composent la zone euro, la crise économique a débouché sur de fortes tensions en son sein, au point de laisser planer à un moment un doute sur sa viabilité. Outre le cas de la Grèce, la crise

(Suite en page 5)

NOTES DE LECTURE

Italie 1919-1920. Les deux années rouges, où comment LO réécrit l'histoire

Les «Bons caractères», une maison d'éditions tenue par Lutte Ouvrière, a publié en 2011 un ouvrage intitulé «*Italie 1919-20. Les deux années rouges. Fascisme ou révolution?*».

Ce petit livre est paru dans une collection qui «*a pour ambition de contribuer à la compréhension de la marche de l'histoire et d'apporter son éclairage sur les éléments du passé*». Dans les faits, cet ouvrage cherche avant tout à obscurcir ce que fut le combat du Parti Communiste d'Italie face à l'offensive fasciste.

Dans cet ouvrage, l'auteur présente la naissance du mouvement socialiste en Italie avant de s'atteler à la description de la période du «*Bienno rosso*» comme on appelle en Italie les deux années 1919-1920. Il présente la vague d'agitation prolétarienne au cours de cette période; les grèves ouvrières, les occupations de terres et les occupations d'usine sont décrites de façon brève mais précise, avant de montrer l'ampleur de l'offensive fasciste contre les prolétaires et les organisations ouvrières. Au passage, de façon nette, le livre met en évidence l'opposition du Parti Socialiste Italien (PSI) et de la Confédération Généra-

le du Travail (CGL) aux luttes prolétariennes, et leur passivité puis leur capitulation face aux bandes fascistes.

Cependant, au-delà de cette description efficace, l'auteur réécrit l'histoire de ce que fut le combat des communistes d'Italie contre la bourgeoisie et ses hommes de main fascistes.

GRAMSCI, DIRIGEANT COMMUNISTE?

L'ouvrage met sur un pied d'égalité le groupe de *L'Ordine nuovo* de Gramsci et la Fraction Communiste Abstentionniste dont Bordiga était le principal dirigeant. Ils sont tous les deux présentés comme des courants marxistes d'une même «*tendance*» qui aurait regroupé «*ceux qui veulent exclure les dirigeants réformistes et faire du PSI un vrai parti révolutionnaire, un parti communiste*» (p. 36)

Ce sont des fables. Si la Fraction défendait le programme marxiste et la conception marxiste du parti, le groupe de *L'Ordine nuovo* de Gramsci et Togliatti était «*centriste*»: composé de révolutionnaires indéni-

viations possibles et imaginables: démocratisme, localisme, gradualisme, éducationnisme, spontanéisme, étroitesse nationale, ...

Cette absence de boussole politique de Gramsci qui en était le théoricien et le principal porte-parole, est facile à constater. Lorsque le socialiste de gauche Mussolini, directeur de l'Avanti!, l'organe central du Parti Socialiste devint partisan de l'engagement de l'Italie dans la Première Guerre mondiale au nom du passage «*De la neutralité absolue à la neutralité active et agissante*» titre d'un fameux article, Gramsci publia un article défendant une «*Neutralité active et agissante*». Il y prenait ouvertement la défense de Mussolini en écrivant que ce dernier «*ne renie nullement son attitude [anticolonialiste et antimilitariste] face à la guerre de Libye*» et que «*Ce qu'il voudrait, c'est que le prolétariat prenne clairement conscience de sa force de classe et de son potentiel révolutionnaire, et reconnaisse pour le moment qu'il n'est pas suffisamment mûr pour assumer le timon de l'Etat*». («*Neutralité active et agissante*», *Il Grido del Popolo*, 31/10/1914) (1). Si sans doute Gramsci ne

(Suite en page 7)

La signification anti-prolétarienne de l'Union Nationale

(Suite de la page 1)

fants!). En font foi non seulement le fait que dans de nombreuses villes les manifestations se sont achevées ou ont commencé devant des monuments aux morts des guerres passées, que les politiciens aient répété sur tous les tons que «nous» sommes en guerre et que «le peuple français» (!) avait été «la cible d'une agression» (Hollande) ou que les forces de l'ordre bourgeois aient fait partie des héros de la mobilisation «citoyenne»; mais aussi l'appel à mettre de côté les divisions politiques et sociales pour réaliser une véritable **union sacrée** comme il y a cent ans; pour ne donner qu'un exemple, Hollande a ainsi appelé les syndicats à prendre exemple sur cette union nationale (comme s'ils ne la pratiquaient pas depuis bien longtemps dans les faits en s'opposant à toute action classiste!).

Et le gouvernement n'a pas perdu de temps pour utiliser ce climat en soutien des guerres que mène en ce moment l'impérialisme français, ou auxquelles il participe, de l'Afrique au Moyen-Orient. Lors de l'appareillage à la mi-janvier du porte-avions nucléaire français et de son groupe aéronaval vers l'Océan Indien pour une «mission contre le terrorisme», Hollande a annoncé, dans son discours de salut aux militaires, une réduction des économies sur le budget de la Défense; la multiplication des «opérations extérieures» coûte en effet cher, ainsi que la mobilisation massive de soldats en France après les attaques: plus de dix mille soldats engagés aux côtés des 5000 gendarmes et policiers, soit le tiers des effectifs de l'armée, une mobilisation jamais vue depuis la guerre d'Algérie! Des économies devront être trouvées ailleurs pour financer ces dépenses, et

comme on peut s'en douter, ce seront les budgets sociaux, ceux relatifs aux prolétaires, qui seront au final réduits.

Mais ce n'est pas la seule ni la principale façon dont les prolétaires payeront la note de l'orgie d'unité nationale.

Cette formidable campagne d'union nationale est fondamentalement **anti-prolétarienne**: les prolétaires ne peuvent se défendre contre l'exploitation et l'oppression bourgeoises, s'ils font alliance avec cette dernière; ils ne peuvent combattre l'ordre capitaliste s'ils acceptent de reconnaître sa défense comme l'objectif suprême.

Que sont en effet les appels à dépasser les «divisions entre français», sinon des appels à mettre de côté les oppositions de classe pour défendre cet ordre établi capitaliste?

Quelles sont leurs conséquences immédiates, sinon de creuser encore davantage le fossé existant entre prolétaires français de souche et prolétaires d'origine étrangère – et surtout arabe –, qui est l'un des moyens les plus utilisés par la bourgeoisie française pour paralyser le prolétariat?

Les prolétaires immigrés ou d'origine immigrés ont tout de suite compris que ces événements allaient accroître la méfiance, les attaques et le harcèlement policier à leur égard; c'est la raison pour laquelle ils ont été peu nombreux à répondre à la mobilisation collective (et non pas parce qu'ils nourrissaient des sympathies envers les assaillants de Charlie-Hebdo, même s'ils savent que les attaques contre l'Islam dont ce journal s'était fait une spécialité, font partie intégrante de l'oppression particulière à laquelle ils sont soumis). Dans les faits plus d'une centaine d'actes «anti-musulmans» (selon la terminologie officielle pour qui musulman et arabe

sont des termes synonymes) ont été recensés dans les 15 jours qui ont suivi les attaques, soit autant que pour toute l'année 2014, sans que cela suscite de grandes réactions de la part des autorités.

Tout cela va rendre sans aucun doute un peu plus difficile encore la reprise de la lutte de classe, de la lutte prolétarienne contre le capitalisme et son Etat. Mais ce sont les contradictions du capitalisme qui pousseront inexorablement les masses prolétariennes à la lutte. Les bourgeois en sont bien conscients; c'est pourquoi, non seulement ils ont et ils auront recours à l'antidote des campagnes d'union nationale, du dressage scolaire, de l'embrigadement des jeunes dans un nouveau service national ou du bourrage de crâne d'un «islam modéré à la française», mais aussi à la **répression** ouverte quand c'est nécessaire.

Les prolétaires ne doivent en effet pas s'y tromper: les milliers de militaires mobilisés, les plans vigipirate perpétuellement renforcés, les mesures judiciaires et policières aggravées, la *guerre au terrorisme* en un mot, ne visent pas une poignée de tueurs islamistes; ils ne cherchent pas à «rassurer» la population. En dernière analyse ce sont les prolétaires, les éternelles «classes dangereuses» (comme on les appelait au dix-neuvième siècle), qu'on veut intimider, c'est à leur intention que l'on fait ces démonstrations de force.

Pour les bourgeois, le danger suprême à conjurer n'est pas constitué par des attaques meurtrières mais individuelles de «djihadistes»; le danger qu'ils redoutent, c'est la révolte des prolétaires qu'ils exploitent journellement dans leurs bagnes capitalistes, révolte non dévoyée dans des impasses religieuses réactionnaires, mais s'exprimant sur le terrain social et politique de la lutte collective et de l'affrontement ouvert entre les classes; seuls les prolétaires détiennent en effet la force potentielle de mettre définitivement fin à la domination de la classe bour-

geoise parce que c'est sur leur exploitation que cette dernière se nourrit et qu'elle édifie sa société. Lorsque cette révolte deviendra menaçante, djihadistes et bourgeois démocrates, chrétiens ou athées, plus anti-ouvriers les uns que les autres, s'uniront pour l'empêcher.

Mais les prolétaires pourront triompher de tous leurs ennemis dès qu'ils auront retrouvé la force de rompre toutes les unions nationales pour s'unir, s'organiser et entrer en lutte, sur des bases exclusives de classe.

Alors, comme disait le Manifeste du Parti Communiste, les bourgeois tremblent à l'idée de la révolution communiste!

(1) L'appel aux manifestations du 11 janvier pour la défense des «valeurs de la République» a été signé par le PS, l'UMP, l'UDI (centristes), le MODEM, le PCF, les Verts, PG de Mélenchon, ainsi que les grands syndicats CFDT, CGT, FSU, etc. Par ailleurs un communiqué uniquement syndical affirmant se joindre «au mouvement citoyen et républicain» (c'est-à-dire interclassiste et bourgeois), et appelant «le monde du travail» à participer aux manifestations au nom de la défense de «la Démocratie, la République, la Paix les Libertés de pensée et d'expression» était signé par la CGT, la CFDT, la FSU, CFTC, la CGC, l'UNSA et Solidaires (SUD). Solidaires se glorifie de ne pas avoir signé le premier communiqué et de dénoncer l'unité nationale entre exploités et exploités; mais dans les faits il a bel et bien appelé à cette union nationale pour des objectifs bourgeois!

(2) La direction de l'usine Bombardier de Crespin (Valenciennes) a entamé une procédure de licenciement contre un délégué SUD pour «apologie de terrorisme», en fait parce que son activité la gênait. <http://www.solidaires.org/article50164.html>

Après l'attaque contre Charlie Hebdo :

De quelques tartuffes de l'union sacrée anti-terroriste

À la suite de l'attentat contre l'hebdomadaire Charlie Hebdo et de la prise d'otages dans un supermarché communautaire juif, la plupart des organisations d'extrême gauche n'ont pas participé à l'union sacrée pour défendre la République et la démocratie contre le terrorisme. Lutte Ouvrière, le NPA, Alternative libertaire ou le Parti Communiste des Ouvriers de France (PCOF) ont refusé d'appeler à la «marche républicaine» organisée par le gouvernement à Paris. Ils ont eu moins de retenue en province où certains de ces groupes ont appelé aux côtés des syndicats et des partis de gauche.

«MARCHE RÉPUBLICAINE» : LE DON D'UBIQUITÉ DU PRCF

Un des débris «orthodoxes» du PCF – le Pôle de Renaissance Communiste de France – a démontré ses capacités de contorsionniste à l'occasion de l'attentat contre Charlie Hebdo.

Le PRCF affirmait le 10 janvier qu'il refusait l'union sacrée car il refuse de défilier «derrière Hollande, Macron et Valls, qui ont trahi le peuple de gauche pour se coucher devant le MEDEF et pour attiser les ingérences de Washington sur tous les champs de bataille», «derrière Sarkozy, qui depuis toujours s'acharne sur les libertés, strangule le droit de grève, singe le FN et nourrit la xénophobie d'État», «derrière le MEDEF, dont la politique de délocalisation de nos [sic!] industries, de démontage des droits sociaux, de privatisation des services publics, constitue une attaque permanente contre le monde du travail et la survie économique de la Nation [sic!]», et «derrière Merkel. [...] Ni derrière les dirigeants faussement solidaires de l'Union européenne» («Le PRCF refuse l'union sacrée derrière les casseurs des

conquêtes du CNR», 10 janvier).

Mais le lendemain même, le PRCF nous apprenait qu'il «fut présent avec les Françaises et les Français qui ont défilé, pour leur faire connaître son analyse politique» («Trois millions de Français contre les tueurs. Leur message bafoué et récupéré», 11 janvier).

Il ne faut pas être un fin analyste pour comprendre le PRCF n'a pas manifesté «derrière» Hollande, Sarkozy, Merkel, ... mais «avec les Français» – disparues les classes sociales! – dans une manifestation dont la tête du cortège était formée par ces derniers accompagnés d'autres canailles bourgeoises de la même espèce.

C'est avec raison que ces épigones de Georges Marchais proclament «Non à l'union sacrée derrière les hypocrites». Ils négligent seulement de nous préciser que le PRCF – comme ses frères ennemis d'Action Communiste, de Communistes ou de la Coordination communiste – regroupe les plus culottés des hypocrites larbins de la bourgeoisie.

LA GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE OU COMMENT RETOURNER SA VESTE EN DEUX JOURS

Un groupe trotskiste qui n'a pas résisté à aller dans le sens du vent et à jouer une petite musique «révolutionnaire» dans le concert démocratico-patriotique de l'union nationale, est la Gauche Révolutionnaire, membre du Comité pour une Internationale Ouvrière (celui-là même qui se glorifie d'avoir obtenu une élue au Conseil municipal de Seattle aux États-Unis).

Le jour de l'attentat contre Charlie Hebdo, la GR proclamait: «Nous ne participons pas à des manifestations républicaines avec la droite et l'extrême droite pour dénoncer cet attentat» (1). La GR refuse alors une «union nationale [...] avec ceux

qui cherchent à surfer sur la vague raciste et xénophobe» car «Hollande, Sarkozy ou Le Pen peuvent se prétendre les défenseurs de nos libertés alors que ce sont eux qui répriment les luttes, stigmatisent les étrangers, cassent nos droits». Elle entend donc «faire entendre une voix claire du camp des travailleurs».

Cette «voix claire» va devenir une capitulation en rase campagne devant l'hystérie anti-terroriste. Il n'aura fallu que trois jours à la GR pour rejoindre officiellement l'union sacrée, à peine plus que la SFIO et la CGT en août 1914!

Très rapidement, la GR va ainsi justifier sa participation à l'union nationale «en hommage aux victimes, en défense de la liberté d'expression et d'opinion, et contre les politiques de régression sociales qui font le lit des fanatiques et réactionnaires de tous bords» (2) et pour ne pas «abandonner la rue aux manœuvres de Valls et [...] être avec les millions qui ont manifesté» (3)

Bien entendu, le lendemain des manifestations interclassistes qui ont vu des foules chanter La Marseillaise et applaudir la police, la GR travestit la réalité. La communion démocratico-républicaine est présentée comme la mobilisation d'une «grande majorité voulait être unie face à la violence du terrorisme, pour réaffirmer le droit à la liberté de parole et d'expression mais également, pour une large part, leur refus du racisme et de la division» mais aussi du «piège tendu par les terroristes et les racistes» (3).

Heureusement que Hollande et Cie – en organisant leur «marche républicaine» – ont pu empêcher les prolétaires de se laisser piéger!

La réalité est toute autre. Des centaines milliers de prolétaires ont manifesté pour des «valeurs» antiproletariennes, avec leurs exploités et derrière les pires terroristes de la planète.

AIMEZ-VOUS LES UNS LES AUTRES!

Toute la logorrhée de la GR sur l'attentat lui permet de répéter en boucle ce qui semble être devenu son maître-mot: la tolérance!

Fini le socialisme, nos trotskystes veulent «une société tolérante et respectueuse de chacun» et «un monde solidaire, fraternel, et tolérant» dans lequel «cha-

« Il Comunista »

Nr.137
Novembre 2014 / Gennaio 2015
Nell'interno

- Il capitalismo imperialista, parla di pace, ma prepara la guerra
- La fame di profitto all'origine dei naufragi e delle stragi del mare
- Abbasso l'«unione sacra»! Abbasso la Repubblica borghese! No alla guerra di religione! No alla democrazia imperialista! Sì alla guerra di classe contro il capitalismo!
- Livorno 1921
- Incompatibilità comunista. Dalle Tesi della Frazione Comunista Astensionista, maggio 1920 (II)
- No alla mobilitazione filo-imperialista attorno al Kurdistan!
- Abbasso la guerra imperialista in Irak e in Siria!
- La donna e il socialismo (A. Bebel) - La donna nel presente: la socializzazione della società
- La teoria marxista della moneta (4) - il credito

Periódico bimestral. Precio del ejemplar: 1,5 €; £ 1; 5FS; Suscripción: 8 €; £ 6; 25 FS; Suscripción de solidaridad: 16 €; £ 12; 50 FS.

cun puisse vivre comme il l'entend, selon la culture, la philosophie, la religion qu'il souhaite. (2) Amen!

La GR se fait donc l'avocat de la liberté d'expression comme d'un «*droit total que nous défendons coûte que coûte*» (1) auquel «*il ne doit pas y avoir d'obstacles*» (2). C'est pourquoi, les «*révolutionnaires*» se vantent d'avoir défendu également une liberté d'expression absolue pour le démagogue antisémite Dieudonné (2).

Cette tolérance ne vaut surtout pas pour «*le terrorisme individuel qui [...] renforce la classe dominante et enferme les populations dans la peur*» (3).

Aux appels au combat révolutionnaire, la GR préfère les homélies papales et leurs accents pacifistes !

* * *

Comme le proclame la GR dans son supplément distribué à la manifestation du 11,

«il ne faut pas laisser retomber les choses» (3). C'est ce que les gouvernements français et espagnol se sont empressés de faire. Le premier a décidé de mobiliser 10 000 militaires pour quadriller le pays. Le second a décidé d'arrêter les avocats de la trentaine de militants basques accusés d'avoir menés des activités politiques légales, dont la française Aurore Martin.

Les manifestations des 10 et 11 janvier ont été une victoire pour la bourgeoisie. Aux prolétaires qu'ils exploitent jusqu'à la corde dans leur travail, qu'ils briment quotidiennement et à qui ils réservent misère et précarité croissantes, aux prolétaires qu'ils font tomber dans des accidents du travail et qu'ils jettent sur le pavé quand ils ne peuvent plus les exploiter, qu'ils entassent dans des mouiroirs quand ils sont trop vieux, aux prolétaires qui ne comptent pour rien dans toutes les décisions prises par les gouvernements sur tous les plans, les bour-

geois demandent ainsi d'oublier leurs intérêts et leurs besoins propres pour s'unir au nom de la patrie avec ceux qui s'engraissent sur leur dos.

Comme nous le disions, il y a dix ans, après les attentats de Londres:

Le prolétariat ne pourra jamais lutter contre le terrorisme bourgeois en commun avec les bourgeois ou sous leur direction. Il ne pourra lutter contre le terrorisme bourgeois que dans le cadre de sa lutte de classe contre la bourgeoisie, contre les intérêts, les profits, la propriété et l'Etat bourgeois. Sans cette lutte de classe il n'y a aucune possibilité de lutter contre aucun des innombrables maux que cause en permanence le capitalisme.

En rompant avec l'idéologie nationale et démocratique bourgeoise, en rompant avec la collaboration des classes promue par toutes les variétés du réformisme politique et syndical, en revenant

à la défense de ses intérêts exclusifs de classe, le prolétariat libérera sa force et trouvera toute l'énergie nécessaire à sa lutte de classe pour détruire définitivement la sanglante civilisation du capital.

C'est cette civilisation du capital que les Tartuffes défendent aujourd'hui et défendront demain!

(1) «*Attentat meurtrier contre le journal Charlie Hebdo: pour le droit à la liberté d'expression ! Ne nous laissons pas diviser!*» 07/1/2015

(2) «*Liberté d'expression! Non au racisme! pas d'unité derrière les Valls-Merkel-Cameron-Sarko etc...*» 10/1/2015

(3) «*Des millions de manifestants pour la solidarité*» 12/1/2015

Attaque contre Charlie-Hebdo A bas l'Union Sacrée ! A bas la République bourgeoise ! Non aux guerres de religions! Non à la démocratie impérialiste! Oui à la guerre de classe contre le capitalisme !

A BAS L'UNION NATIONALE!

Après l'attaque contre *Charlie Hebdo*, toute la formidable puissance des médias et de la propagande bourgeoise est entrée en action pour utiliser l'émotion née de ce sanglant massacre au profit de l'«*union nationale*» et des «*valeurs de la République*».

Gouvernement, partis de gauche, de droite et d'extrême-droite (écarté, par les organisateurs, de la marche parisienne, le FN appelle aux manifestations en province), directions syndicales et associations multiples appellent à de grands rassemblements unitaires: riches et pauvres, chômeurs et capitalistes, ouvriers et patrons devraient ainsi défiler ensemble pour la «*liberté d'expression*» et contre le «*terrorisme*», derrière les chefs politiques et les responsables gouvernementaux français et d'autres pays, allemands, espagnols, anglais, italiens, russes, turcs comme le premier ministre du gouvernement qui vient de jeter en prison des dizaines de journalistes, qui a réprimé dans le sang les manifestants kurdes (trente morts) et qui soutient l'action de groupes djihadistes en Syrie, israéliens comme Netanyahu, encore dégouttant du sang de ses victimes Gazaouites, etc (une véritable *sainte-alliance impérialiste*).

Le président Obama, lui qui a refusé, contrairement à sa promesse, de fermer la prison de Guantánamo où crouissent depuis des années sans jugement des prisonniers soumis aux tortures les plus raffinées, qui a autorisé l'assassinat à l'étranger de supposés «*terroristes*» (ce qui a surtout entraîné la mort de civils dans des bombardements de drones), qui a organisé une nouvelle guerre en Irak et en Syrie, qui a justifié la surveillance omniprésente par les services secrets US des échanges téléphoniques et internet dans le monde entier, qui est resté silencieux devant le meurtre de jeunes Noirs par les policiers de son pays, etc., etc., a affirmé publiquement sa «*solidarité*» avec les victimes de l'attaque contre Charlie Hebdo au nom des idéaux de «*la liberté et des idéaux qui sont les nôtres*».

Mais cette liberté et ces idéaux ne sont pas ceux des prolétaires et des opprimés!

Les idéaux prolétaires sont la lutte contre l'oppression, l'indépendance de classe, la libération de l'humanité du joug capitaliste. Les grandes phrases creuses et la compassion sur commande diffusées par tous les médias sont, elles, au service d'une opération de grande ampleur pour amener le prolétariat à soutenir l'ordre bourgeois au moment même où, en France comme dans d'autres pays, il montre de plus en plus ouvertement son visage **répressif** et **oppressif**.

A BAS LES GUERRES BOURGEOISES, VIVE LA GUERRE DE CLASSE!

Des politiciens de tous bords ont affirmé: «*nous sommes en guerre*». C'est une vérité incontestable.

Mais il s'agit de bien autre chose que des opérations de police contre une poignée de criminels: la France fait partie des Etats impérialistes qui sont les véritables grands terroristes au niveau mondial, pillant et massacrant les exploités et les opprimés sur toute la planète, et attendant partout les guerres.

Sans remonter aux tueries encore récentes des guerres coloniales ou des génocides africains, véritables «*valeurs*» de la République française, et en restant à l'actualité immédiate, le gouvernement Hollande est très fier que la France ait été en 2014 le deuxième pays à s'engager aux côtés des Etats-Unis dans une nouvelle guerre au Moyen-Orient alors même que les interventions militaires françaises en Afrique se sont succédées à un rythme rapide.

Le ministre de la Défense se vantait fin 2014 qu'au Sahel, en un an, «*près de 200 terroristes*» aient été «*neutralisés*» par les soldats français (apparemment ils ne font pas de prisonniers...) et plus récemment il a affirmé qu'une intervention militaire en Libye était nécessaire. Les tendances guerrières traditionnelles de la République française reviennent en force sous le gouvernement «*de gauche*» actuel. Et pour pouvoir continuer à sa guise les opérations militaires en défense des intérêts impérialistes français, le gouvernement sait combien est utile l'unité nationale en 1914 l'«*Union sacrée*» avait été, dans les divers pays, la condition nécessaire pour déclencher et mener la guerre en Europe...

Mais la guerre que mènent sans trêve les capitalistes et les gouvernements bourgeois de tous les pays, c'est la **guerre sociale interne contre les prolétaires**, même si cette guerre sociale – l'exploitation capitaliste – ne se traduit pas habituellement par des affrontements armés (les sanglantes répressions de luttes ouvrières sont réservées aux périodes où le prolétariat tente de se libérer de son esclavage), mais par des accidents causés par la surcharge de travail, des meurtres policiers, des licenciements, la précarité et la misère croissantes.

Alors qu'il n'a jamais véritablement connu de franche reprise depuis la grande récession de 2008, le capitalisme est menacé aujourd'hui de replonger dans une nouvelle crise économique internationale. Cela signifie inévitablement de nouvelles mesures anti-ouvrières, de nouvelles «*réformes*» antisociales, en un mot une nouvelle aggravation de la guerre sociale contre le prolétariat, après les attaques sans précédent déjà menées dans la dernière période.

On comprend donc tout l'intérêt qu'ont le gouvernement et les bourgeois à utiliser les cadavres des «*victimes du terrorisme*» pour, au nom d'un prétendu intérêt commun à «*la paix et à la tranquillité*», détourner les prolétaires de la lutte de classe et les enchaîner dans une union nationale avec leurs ennemis de classe: ce n'est pas de paix et de tranquillité dont ont besoin les prolétaires pour faire face aux attaques capitalistes, mais de retour à la lutte véritable, à la **guerre de classe!**

RÉACTIONNAIRE TERRORISME ISLAMISTE

De leur côté, les auteurs du massacre et leurs inspirateurs sont également des adversaires de la lutte de défense des prolétaires contre les capitalistes. Contrairement à ce que disent les médias, ils ne luttent pas contre la «*liberté d'expression*» (qui n'est en réalité admise par les bourgeois que tant qu'elle ne les gêne pas) ou la «*démocratie*» (système de collaboration de classe fondé sur le mensonge de l'égalité entre les citoyens); selon les idéologues d'Al Qaida dont se revendiquaient les terroristes, les prolétaires musulmans ne devraient pas hésiter à tuer à être tués, non pour défendre leurs intérêts de classe, mais pour défendre le prophète! Prêchant l'union des croyants et la guerre de religion à la place de la lutte de classe, présentant comme cibles, non les exploités, mais ceux qui s'opposent à leur religion, comme tous les religieux ils défendent en réalité les intérêts de la classe dominante, trop heureuse en dépit des apparences de voir le contre-feu de la religion à la lutte prolétarienne se répandre parmi les jeunes prolétaires issus de l'immigration: l'**opium** religieux a toujours été utilisé par les exploités pour duper les exploités! D'autre part ceux qui ont perpétré ces attaques ou ceux qui les ont inspirées, savaient que leur principal résultat serait de jeter le soupçon sur toute la population d'origine arabe, de renforcer les discriminations de fait qui pèsent sur elle et les abus policiers dont elle est victime, d'exacerber un peu plus le racisme et la **division entre prolétaires** de différentes origines qui est un facteur important de l'impuissance actuelle du prolétariat.

NI LA GUERRE DE RELIGION, NI LA PAIX SOCIALE, MAIS LA LUTTE DE CLASSE EST LA VOIE DE SALUT POUR LES PROLÉTAIRES DE TOUTE ORIGINE!

Par l'intermédiaire de ses représentants politiques et avec l'aide empressée de ses valets politiques et syndicaux, la classe dominante appelle à constituer et à renforcer l'«*union nationale*» autour d'elle, alors qu'elle sème la misère et la guerre dans le monde entier, qu'elle aggrave continuellement ici les inégalités et l'exploitation, qu'elle renforce sans cesse les mesures de surveillance et de répression contre un «*ennemi intérieur*» qui est n'est autre que le prolétariat!

Les prolétaires ne doivent pas tomber dans la grossière manoeuvre politique échafaudée au nom de la lutte contre le «*terrorisme*»: ils doivent refuser toute union avec leurs exploités, ils doivent refuser la défense de la République impérialiste et de la démocratie bourgeoise – autrement dit la défense du système capitaliste qui les écrase; infiniment plus criminel et plus terroriste que tous les djihadistes est en effet le capitalisme dont les victimes se comptent par dizaines de millions, et qui, pour surmonter ses crises de plus en plus graves et répétées, plongera inévitablement l'humanité dans une nouvelle guerre mondiale si la révolution communiste internationale ne réussit pas à l'abattre à temps.

Les bourgeois et leurs laquais espèrent que les prolétaires resteront le plus longtemps possible soumis à l'ordre capitaliste, poussés en particulier par la peur de la menace terroriste islamiste ou par la crainte de l'extrême droite traditionnelle; mais comme ils savent que les bases matérielles de cette soumission ne cessent de s'affaiblir à mesure que les difficultés économiques poussent à le capitalisme accroître continuellement sa pression sur la classe ouvrière, ils utilisent toutes les occasions, et les plus sanglantes sont les plus efficaces, pour réalimenter la paralysante union interclassiste.

S'ils veulent rompre avec leur servitude, s'ils ne veulent pas servir de chair à canon dans les affrontements inter-bourgeois et de chair à exploiter dans la vie de tous les jours, les prolétaires n'ont pas d'autre solution que de s'opposer à cette unité nationale, que de briser la collaboration de classe, que de retrouver la voie de la lutte révolutionnaire de classe.

Le renversement du capitalisme par la révolution est indispensable pour mettre fin aux horreurs sans nombre de ce système, et pour que naisse une nouvelle société sans classes et sans guerres, sans exploitation et sans discriminations, une société basée sur la fraternité réelle entre tous: le **communisme**.

L'union des prolétaires de toute origine et de toute nationalité est la condition d'abord pour résister à toutes les attaques capitalistes, et pour y trouver la force de passer ensuite à l'attaque contre le capitalisme. **Les prolétaires n'ont à perdre que leurs chaînes, ils ont un monde à gagner!**

A bas l'union nationale!

Vive l'union de tous les prolétaires dans la lutte de classe anticapitaliste!

A bas la République bourgeoise!

Vive la révolution communiste mondiale!

ESPAGNE

«Podemos»: un réformisme à la recherche de ses parents

Parallèlement au parti grec Syriza (soi-disant de «gauche radicale», mais qui a montré sa véritable nature en constituant son gouvernement avec un parti d'extrême-droite!), une nouvelle étoile est née au ciel de l'«extrême gauche» européenne: le groupe espagnol Podemos («Nous pouvons», reprise du slogan de Barack Obama: «Yes we can», «Oui, nous pouvons») après son succès aux élections européennes de mai dernier où, à la surprise générale, il est arrivé à la troisième place et alors que les sondages d'opinion lui sont favorables. Le succès aux élections de ce qui n'était qu'une plate-forme électorale a donné corps à un projet réformiste qui, il y a encore quelques mois, n'existait pas en dehors des cénacles universitaires et qui commence seulement maintenant à se préoccuper de quelque chose d'autre que d'un succès électoral. En parfaite cohérence avec l'opportunisme social-démocrate dont il est l'héritier, ses partisans essaient maintenant de construire un parti autour d'un groupe parlementaire et ils mesurent leur force à leur capacité d'attraction électorale. Mais la véritable force de Podemos réside dans sa capacité à inoculer dans le prolétariat la confiance en la démocratie, le parlement et les élections et à sa détermination à détourner les prolétaires de la lutte de classe. Le développement de ce parti, probablement en liaison avec d'autres comme Izquierda Unida («Gauche Unie», regroupant ce qui reste du Parti Communiste et des Trotskystes), va représenter un effort important pour soumettre la classe prolétarienne en Espagne à un programme politique basé sur la collaboration des classes.

1. PRÉTENDUE RÉPONSE ÉCONOMIQUE À LA CRISE POLITIQUE

Au cours des 6 dernières années écoulées depuis l'éclatement de la crise économique capitaliste, la bourgeoisie a démontré qu'elle était toujours plus incapable de diriger le pays sans ouvrir à chaque pas des fissures en son sein. La concurrence que se livrent entre eux les différents groupes bourgeois dans les périodes de prospérité économique, s'aggrave en période de crise dans la mesure où chacun cherche à défendre ses positions (industrielles, commerciales, fiscales, etc.) et à en conquérir de nouvelles face à des rivaux qui cherchent à leur arracher les maigres opportunités d'affaires qui existent. La crise économique n'est pas une **escroquerie**, comme l'affirment la nouvelle gauche social-démocrate et la vieille gauche stalinienne (à cheval sur lesquelles *Podemos* a fait son apparition).

La crise économique est en réalité une conséquence inévitable du mode de production capitaliste; celui-ci produit la richesse sociale par l'intermédiaire du travail salarié d'où il extrait une plus-value dont l'appropriation privée régit la concurrence entre les entreprises (base de la concurrence au niveau national et international); cette concurrence, loi immanente du capitalisme, débouche sur la baisse du taux de profit qui à un certain moment rend la poursuite de la production trop peu rentable; les investissements se tarissent, les excès de production sont détruits, les prolétaires, eux aussi devenus marchandises excédentaires, tombent dans le chômage: la crise se manifeste avec toute son intensité et la bourgeoisie qui est en réalité une classe au service du capital et non la dirigeante de celui-ci, se jette sur les restes de son ancien festin pour ne pas être phagocytée par la terrible force sociale dont elle s'était crue la maîtresse.

La crise économique du capitalisme n'est pas une **escroquerie**, terme importé du lexique mercantile qui ne signifie rien pour la classe ouvrière: n'ayant rien à vendre que sa force de travail (et toujours à son désavantage), elle ne peut faire de différence entre une exploitation «honnête» et une exploitation par des «escrocs»! Si la corruption semble être plus présente que jamais, si les différents gouvernements (socialistes et conservateurs) injectent des capitaux dans le système bancaire ou si les puissances capitalistes européennes exigent de leur *partner* espagnol des «ajustements» et des coupures, c'est parce que la bourgeoisie est elle aussi affectée par la crise et soumise à la concurrence sauvage qui en découle.

Le capitalisme ne peut pas renoncer à sauver ou à accroître les profits, qui sont nécessaires à sa survie, même si cela doit se faire sans tenir aucun compte de considérations morales, légales, nationales... Seuls des hypocrites peuvent prendre ombrage des arnaques, des détournements ou de la corruption, parce qu'ils font semblant d'ignorer que c'est tout un mode de production qui dès le début s'est bâti sur l'expropriation et la ruine des concurrents plus faibles; de même que seuls des cyniques peuvent appe-

ler **escroquerie** les excès les plus visibles de l'anarchie productive capitaliste alors qu'ils font silence sur la violence quotidienne dont souffre le prolétariat en conséquence de ce mode de production.

Bref, seule la petite-bourgeoisie peut croire que la crise est le résultat d'une mauvaise gestion du capitalisme, et non de la nature même de ce dernier.

La profondeur et l'intensité de la crise est démontrée par l'intensité de la lutte qu'elle a provoquée entre les différentes fractions bourgeoises. Aujourd'hui toutes les forces centripètes que l'effort commun de la classe capitaliste avait historiquement mis en jeu, depuis la forme de l'Etat jusqu'à l'unité même du pays, semblent remises en question et de graves oppositions autrefois larvées éclatent au grand jour. Cette désagrégation montre avec le maximum de clarté la réalité d'un système social organisé pour maintenir le prolétariat fermement assujéti aux besoins du capital; les mécanismes de représentation politique existants démontrent de plus en plus clairement que leur seule fonction est le désarmement politique du prolétariat en lui inculquant l'illusion que la démocratie fait pratiquement disparaître les antagonismes entre les classes et que seules les institutions bourgeoises peuvent améliorer son existence. Par conséquent la crise capitaliste a entamé un peu plus la confiance envers le Parlement, le gouvernement et la Couronne et a contribué à éroder la soumission aux méthodes démocratiques avec lesquelles la bourgeoisie fait valoir ses intérêts de classe.

Cela ne veut pas dire bien entendu que la crise économique ait débouché sur une crise sociale où le prolétariat aurait reconquis son terrain de la lutte de classe ouverte; ce qui ne pourra arriver qu'en résultat de l'accumulation progressive (et dans une certaine mesure, y compris de façon insensible) d'une tension sociale dont cette perte de confiance est l'un des symptômes. Au cours des dernières années la tension sociale n'a cessé de croître, comme le démontrent l'augmentation progressive du nombre de grèves et l'extension de ces grèves à d'autres secteurs que ceux directement impliqués, à travers de manifestations et autres expressions de solidarité, les grandes manifestations revendicatives dans les principales villes du pays, etc. Et bien que ces expressions du mécontentement social soient restées sous le contrôle de l'opportunisme politique et syndical, l'usure de ce dernier l'a poussé à une rénovation de ses groupes dirigeants, de ses sigles et de ses organisations.

Ce mécontentement croissant manifesté par les prolétaires constitue un des facteurs d'instabilité politique du pays. Encore une fois cela ne veut pas dire que la lutte prolétarienne, en réalité encore absente de façon générale, ait rendu impossible le gouvernement du pays pour la bourgeoisie; mais cette dernière, parfaitement consciente des leçons de l'histoire des révolutions et des contre-révolutions, sait qu'elle ne doit pas hésiter à mettre en oeuvre des mouvements préventifs afin que les années qui viennent, où elle sera contrainte de soumettre et exploiter encore plus le prolétariat pour sortir de la crise, ne voient pas celui-ci commencer à se placer sur

le terrain de classe.

Mais ces mouvements préventifs ont à leur tour leur coût en termes politiques, étant donné qu'ils ne peuvent avoir une certaine crédibilité qu'à la condition de contester la paix sociale dont la bourgeoisie a besoin, dans une période où elle demande la collaboration des nouvelles et des vieilles formes d'opportunisme pour faire admettre au prolétariat les sacrifices nécessaires à la bonne marche du pays au nom d'un effort commun qui permettrait le retour à la situation idyllique d'avant la crise...

2. LE MÊME COLLIER AU MÊME CHIEN

De ce point de vue, *Podemos* n'innove absolument pas.

L'opportunisme politique et syndical – la social-démocratie, le stalinisme et leur force organisée dans les syndicats – a joué un rôle historique de premier ordre en contenant, dans les années vingt du siècle dernier, la puissance du prolétariat menaçant la société bourgeoise par son mouvement révolutionnaire qui remporta son plus grand succès dans la révolution bolchevique de 1917.

(...) Aujourd'hui le prolétariat ne se trouve évidemment pas dans une situation de poussée révolutionnaire semblable à celle connue pendant quelques années après la première guerre mondiale. (...) La crise capitaliste qui a commencé en 2008 a eu un effet dévastateur sur l'ordre politique en Espagne. La base de la collaboration entre les classes, constituée par l'ensemble des «droits sociaux» dont jouissait le prolétariat en échange de son exploitation sur son lieu de travail, s'est considérablement affaiblie.

La crise de surproduction qui a éclaté au niveau mondial mais qui a frappé avec une intensité particulière l'Espagne dont l'économie est particulièrement dépendante du marché international, contraint la bourgeoisie nationale à chercher tous les moyens pour pallier les ravages subis par les profits. Toutes les ressources économiques, et parmi elles celles consacrées à financer la santé publique, l'éducation, les subventions à certains secteurs productifs, ont été employées à ce que le capital investi soit un minimum rentable. Le sauvetage bancaire et le soutien à des entreprises menacées de faillite ont consommé les fonds destinés à financer les dépenses dans la santé et d'autres secteurs sociaux (dépenses tirées des taxes et impôts qui retombent majoritairement sur le prolétariat).

Avec ce changement des rapports économiques qui a érodé les bases fragiles de l'Etat-providence en Espagne, le discrédit a atteint les forces réformistes qui semblaient en être le garant. Les syndicats, liés à la structure étatique et tenants de la «défense de l'économie nationale», ont perdu leur pouvoir contractuel étant donné que la bourgeoisie ne voulait plus rien concéder. Les partis de gauche (PSOE, *Parti socialiste*, et I.U., *Gauche unie*) montrèrent devant les prolétaires leur incapacité à sauver la situation étant donné qu'eux aussi voulaient avant tout sauver l'économie nationale. Cela ne veut pas dire que ces mouvements politiques aient complètement perdu leur force face au prolétariat – ce qui aurait signifié l'existence d'une crise révolutionnaire, ce qui n'a jamais été le cas; mais leur influence sur la classe ouvrière a été ébranlée, et leur politique de promotion de la collaboration entre les classes a été affaiblie.

Ce qui s'est passé lors de grèves générales, du conflit des mineurs et de multiples épisodes isolés comme la grève des éboueurs à Madrid et Alcorcon, etc., est la démonstration que certains secteurs de la classe ouvrière, confrontés à une situation particulièrement difficile, peuvent rompre avec la collaboration de classe et la soumission aux intérêts bourgeois. Même si cela n'apparaît que comme une tendance potentielle (où nous voyons la confirmation de nos positions communistes révolutionnaires), cela a été suffisant pour provoquer une forte secousse qui pousse à la réorganisation des forces de l'opportunisme politique.

Le «mouvement du 15 mai» 2012 (les «Indignés») est apparu au moment où les grèves partielles augmentaient, où se multipliaient les petits conflits sociaux, bref où

croissaient les tensions sociales. Le mouvement des Indignés canalisait ces tensions en les orientant dans des canaux différents de la social-démocratie et du stalinisme, mais dont l'objectif était le même: la réforme de l'Etat pour que les travailleurs et les petits-bourgeois retrouvent leur situation antérieure. Si le mouvement des Indignés était un mouvement typique des couches moyennes, il a transmis ses orientations aux prolétaires au point que ceux-ci les reprirent dans leurs diverses manifestations et restent encore sous leur influence.

Mais ses orientations politiques débouchent sur un équilibre précaire: d'un côté elles sont une actualisation des orientations antérieures qui ont dominé la classe prolétarienne depuis des décennies et sont donc complètement incapables de déboucher sur les moindres améliorations de la situation des prolétaires; d'un autre côté elles contiennent une pratique qui déborde les canaux habituels de la politique opportuniste (manifestations de rue, violations de la légalité, etc.) qui permettent l'expression partielle de la force prolétarienne. L'expérience de l'explosion sociale de mai 2012 n'est pas passée en vain pour le prolétariat qui depuis lors a augmenté sa pression sur les forces politiques du collaborationnisme, au point de les rendre relativement impuissantes à contrôler les tensions sociales.

Comme nous l'avons expliqué l'«opportunisme», le collaborationnisme, n'est pas un problème de personnes ou d'organisations; c'est une fonction sociale engendrée par la société bourgeoise pour paralyser le prolétariat. Son rôle est d'annihiler, y compris dans ses formes les plus embryonnaires, toute poussée de rupture de la collaboration des classes, de la confiance en l'Etat bourgeois comme entité au dessus des classes. Et peu importe si l'opportunisme revêt les formes de la social-démocratie, du stalinisme ou d'autres, qui sont des formes déterminées historiquement par les modalités de l'affrontement entre prolétariat et bourgeoisie.

Podemos, qui se présente comme le fruit politique du mouvement des Indignés, est une forme partiellement rénovée de cet opportunisme. Au delà de son langage soi-disant novateur (*caste* au lieu de classe, *mouvement* au lieu de parti, etc.), *Podemos* suppose la mise à jour des vieilles formules de la social-démocratie traditionnelle qui a gouverné l'Espagne de 82 à 96 et de 2004 à 2012 avec les conséquences tristement connues par les prolétaires. Cela ne signifie pas que le PSOE et le PCE-IU ont disparu pour toujours; en fait *Podemos* n'est pas grand chose de plus qu'une succursale de IU d'où vient son leader, Pablo Iglesias, et dont les éléments les plus en vue l'ont soutenu. Mais *Podemos* va là où ces formations politiques ne peuvent aller, c'est-à-dire qu'il réussit à capter la tension sociale et à la ramener dans le cadre électoral.

Son programme électoral, élaboré avant même qu'il soit constitué en parti, amalgame les revendications avancées lors des différentes mobilisations de ces dernières années et qui vont de la nationalisation des banques à l'interdiction des licenciements (mais **seulement** pour les entreprises qui font des bénéfices!), etc. Par l'intermédiaire des médias dont la bourgeoisie lui a largement ouvert les portes et qui lui ont permis d'être présent partout sans même avoir aucun militant sur place, ce programme électoral cherche à démontrer la compatibilité des luttes avec le cadre légal de l'Etat bourgeois. Pour lui le problème est le suivant: l'Etat est tombé entre les mains de quelques satrapes qui ont rompu le pacte social de 1978 (le Pacte de la Moncloa conclu entre les partis de gauche et les partis venus du franquisme, avec lequel la bourgeoisie espagnole obtint la cohésion interne nécessaire pour réaliser la transition politique et plier le prolétariat aux besoins capitalistes); il s'agit donc de restaurer ce pacte dans ses fonctions originelles et le bien-être et l'harmonie sociale seront de retour. Exemple parfait d'une formation anti-prolétarienne qui fait tous ses efforts pour répandre l'illusion que la bourgeoisie, dont l'Etat dépend directement, peut garantir une situation acceptable pour le prolétariat. Point par point, le programme électoral de *Podemos* représente une tentative pour étrangler la lutte des classes par la confiance en la bourgeoisie et l'opposition à toute indépendance de classe

du prolétariat.

Sans doute *Podemos* n'est pas un parti qui s'adresse au prolétariat; le gros de son électorat est constitué par les couches de la petite bourgeoisie les plus durement frappées par la crise et également par des catégories de travailleurs qui jouissent d'une position sociale plus stable, mais sont inquiets pour leur avenir. Mais ces couches ont montré au cours des affrontements sociaux de ces dernières années qu'elles jouissent

d'une forte influence sur le prolétariat. Elles sont pu donner une forme concrète à la tension exprimée par le prolétariat, elles ont pu reprendre ses revendications en leur donnant une forme réformiste (réformes sociales, défense de l'Etat, etc.), diffusant en son sein les méthodes pacifiques et légalistes de lutte.

Podemos lutte pour obtenir un succès électoral plus important que d'autres formations similaires ont obtenu en de précédentes occasions. C'est la base de sa force: ou il obtient le succès escompté et son orientation de possibilisme extrême est confortée, ou il disparaît. Comme *Podemos* a écrit sur son drapeau: renonciation à toute revendication excessive, son objectif réel n'est pas d'obtenir la satisfaction des revendications, mais d'être intégré dans le système parlementaire. A partir de là, insiste-t-il, l'essentiel sera atteint. Cela se manifeste au jour d'aujourd'hui par le fait que *Podemos*, n'exis-

tes occasions. C'est la base de sa force: ou il obtient le succès escompté et son orientation de possibilisme extrême est confortée, ou il disparaît. Comme *Podemos* a écrit sur son drapeau: renonciation à toute revendication excessive, son objectif réel n'est pas d'obtenir la satisfaction des revendications, mais d'être intégré dans le système parlementaire. A partir de là, insiste-t-il, l'essentiel sera atteint. Cela se manifeste au jour d'aujourd'hui par le fait que *Podemos*, n'exis-

te pratiquement pas en dehors des listes électorales qu'il a présentées. Il n'a pas de militants. Il n'a pas de parti. Sa force est sa présence médiatique (qui exclut par la même logique, le militantisme politique) et le succès promis.

Dans les prochains mois *Podemos* sera à la recherche de ses parents: ceux qui peuvent le faire croître en tant que force anti-prolétarienne comme une alternative utilisable par la bourgeoisie.

Le capitalisme mondial vers la rechute dans la crise

(Suite de la page 1)

a eu les conséquences négatives les plus fortes sur le Portugal, l'Irlande et l'Espagne, qui ont dû faire appel à la «troïka» (FMI, Banque Centrale Européenne et Commission Européenne) pour des plans respectifs de «sauvetage» consistant en des mesures d'austérité, de coupes sociales, de liquidations de secteurs peu rentables dans le but de rétablir les comptes de ces économies, en contrepartie de prêts à (relativement) bas taux d'intérêt.

Les économistes et les dirigeants politiques européens présentent aujourd'hui le cas espagnol comme la démonstration que «l'austérité, ça marche»: le pays (comme l'Irlande) a en effet renoué avec la croissance, à la différence de la Grèce où l'austérité particulièrement sévère n'a pas produit de résultats favorables). Mais cette croissance est toute relative, l'Espagne étant encore loin d'avoir retrouvé le niveau économique d'avant la crise; et surtout le prix payé par les masses en générale et les prolétaires en particulier en terme de chômage et de baisse des salaires, de pauvreté et de précarité, n'est évidemment pas pris en compte!

FRANCE ET ITALIE

En plus de ces pays, la situation économique de la France et de l'Italie, respectivement les deuxième et troisième puissances économiques de la zone euro, suscitent des inquiétudes chez les capitalistes internationaux (ce qui a provoqué l'abaissement de leur «note» par les agences internationales de «rating» qui effectuent des analyses du risque économique des différentes économies). En dépit des discours optimistes du gouvernement, l'économie française stagne; elle ne cesse de perdre des parts de marché face à ses concurrents et elle n'arrive pas à résorber ni son déficit commercial, ni son déficit budgétaire, ni sa dette publique.

En dépit des mesures importantes déjà prises en faveur des entreprises, tant les responsables allemands que les institutions européennes ou le Medef demandent au gouvernement français de tenir ses engagements en mesure budgétaire et de s'engager plus résolument dans la voie des «réformes» (lire: attaques anti-ouvrières), des économies (lire: réduction surtout des dépenses sociales, comme les pensions, les indemnités chômage, etc.) et de l'austérité. Le gouvernement Hollande n'y est pas opposé par principe, on s'en doute, mais il sait que des mesures d'austérité déboucheront sur la récession; il craint aussi que des attaques anti-ouvrières trop brutales ne débouchent sur des réactions difficilement contrôlables.

Les choses sont comparables pour ce qui est de l'Italie; mais la différence est que si la «dette souveraine» y est nettement plus importante (équivalente à 135% du PIB, contre 96% pour la France), ce qui impose donc une charge plus lourde sur le budget, l'industrie italienne, plus puissante et plus dynamique que la française, permet au pays de maintenir et accroître ses exportations, lui faisant enregistrer un excédent commercial et donc des rentrées budgétaires.

Mais étant donné la faiblesse du marché intérieur, la bonne tenue de l'économie italienne à l'export (marchandises comme services) ne suffit pas à lui éviter la récession. On comprend donc pourquoi le gouvernement Renzi, tout en poursuivant une politique antisociale, notamment sur le marché du travail («Jobs act»), hésite lui aussi, pour

diminuer l'endettement, à se lancer dans des mesures d'austérité brutales qui auraient un effet négatif sur l'activité économique. Comme le gouvernement français, il plaide pour un effort de relance économique européen; il compte beaucoup, comme ce dernier, sur le dit «plan Junker», autrement dit sur un retour miraculeux de la «croissance»: ce plan Junker n'est en réalité que de la poudre aux yeux.

LE RALENTISSEMENT DES PAYS «ÉMERGENTS»

Les pays dits «émergents», selon le nouveau jargon à la mode, sont les grands pays autrefois peu développés, qui connaissent depuis quelques années un développement et une croissance rapides. Il n'y a rien d'étonnant à ce phénomène qui a été commun à tous les pays, alors qu'il était autrefois présenté comme la démonstration de la nature «socialiste» de l'URSS et autres pays capitalistes d'Etat: notre parti a consacré de nombreuses études pour montrer que ces rythmes de croissance élevés, «à la stalinienne», avaient autrefois caractérisé l'économie du Japon ou... des Etats-Unis! En arrivant à maturité, les économies capitalistes développées connaissent un ralentissement de leur taux de croissance, alors même que ce sont des masses énormes de capital qui sont impliquées à chaque cycle productif.

Les pays les plus représentatifs des émergents sont le Brésil, l'Inde, la Russie et la Chine (le groupe dit «BRIC»), l'ancienne deuxième puissance mondiale, la Russie, ayant été ravalée au rang de pays émergent après la désintégration de l'URSS.

Si les statistiques indiquent que l'Inde est encore en croissance, cette croissance connaît un ralentissement particulièrement sévère (croissance deux fois moins élevée qu'avant la crise): 4,5% environ, soit le plus bas taux de croissance depuis le début du siècle. Le nouveau gouvernement du réactionnaire Modi essaye de relancer la croissance par des mesures de libéralisation économique qui ont entraîné de grandes grèves dans l'industrie charbonnière, tandis que les services secrets ont publié un rapport qui attribue les difficultés économiques aux organisations écologiques financées par l'étranger (4)!

Le Brésil, par contre, est aujourd'hui en récession et il en va de même de la Russie: frappée durement par la chute des prix du pétrole, dont elle était probablement en 2013 le premier producteur mondial, et plus légèrement par les sanctions occidentales à propos de l'Ukraine, celle-ci devrait connaître cette année une forte récession, de 4,8% selon la BERD (Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement) et probablement plus dans la réalité. L'effondrement du cours du rouble, parallèle à celui du pétrole, fait d'ores et déjà courir de graves dangers aux institutions financières russes.

La Chine, elle, connaît un fort ralentissement économique. Les autorités de Pékin ont affirmé que le pays pourrait supporter une croissance de seulement 7,5%, mais les chiffres officiels publiés à la fin de l'année dernière étaient déjà inférieurs à ce chiffre; en général les économistes étrangers sont plutôt sceptiques sur la validité de ces chiffres officiels et de plus en plus nombreux sont ceux qui s'attendent à un ralentissement «brutal» de l'économie chinoise en particulier à cause des risques d'éclatement de la gigantesque bulle immobilière (5). Ici aussi

le gouvernement a été obligé de venir au secours de certaines banques, tandis que la bourse de Shanghai plongeait...

Le freinage économique de la Chine, premier exportateur mondial, est la conséquence logique de la faiblesse du marché international; en effet son marché intérieur est encore trop peu développé pour absorber les marchandises qu'elle produit en masse et la surproduction est manifeste dans la plupart des secteurs, industriels comme immobiliers. Elle ne peut donc en aucune façon servir de locomotive à l'économie mondiale, comme on l'entendait répéter il n'y a pas si longtemps...

CROISSANCE AMÉRICAINE DROGUÉE

Comparée à celle des pays que nous venons de passer en revue la situation des Etats-Unis paraît brillante. Les commentateurs bourgeois ne cessent de nous vanter le bon exemple de ce pays, patrie du libéralisme économique, par rapport à une Europe «sclérosée», où les travailleurs s'opposeraient obstinément aux «réformes» que les politiciens trop mous n'auraient pas le courage d'imposer: qu'on libéralise le marché du travail, qu'on supprime les mesures sociales qui font obstacle à l'esprit d'entreprise et l'économie redémarrera comme en Amérique! Ce refrain est chanté aux prolétaires dans toutes les langues de l'Europe (et en dehors de l'Europe).

Il est indéniable que les Etats-Unis connaissent une croissance qui fait l'envie des autres grands pays. Les dernières statistiques publiées indiquent qu'au troisième trimestre 2014, le taux de croissance du PIB y avait été le plus élevé depuis 2003 et que le taux de chômage continuait à baisser (5,6% en décembre, le plus bas niveau depuis juin 2008), les Etats-Unis ayant créé près de 3 millions d'emplois en 2014 (6); le déficit budgétaire est passé sous les 3 % du PIB, le déficit commercial s'est un peu réduit (la balance commerciale américaine est déficitaire depuis 1976), la production industrielle, fait unique parmi les Etats du «G 7» a dépassé le niveau d'avant crise (aidée par le boom du gaz de schiste), les profits restent élevés. Les Etats-Unis seraient-ils donc devenus le moteur tant recherché de l'économie mondiale?

Ce n'est pas l'avis de la Banque Mondiale; dans ses prévisions publiées au début de cette année où, tout en n'envisageant pas de récession, elle abaisse encore ses prévisions de croissance internationale, celle-ci faisant face selon elle à des «risques majeurs», elle estime que l'économie mondiale marche sur un seul moteur, le moteur américain, ce qui est lourd de dangers (7). Certains font un parallèle avec le début du siècle, où le reste du monde était déjà en récession ou en fort ralentissement, alors que les Etats-Unis, poussés par le boom des «nouvelles technologies» et d'internet, faisant fi de cette situation, semblaient se diriger vers des records de croissance; on connaît la suite: ce fut l'éclatement en 2001 de la «bulle» boursière et la plongée dans la récession, dont ils ne sortirent que par le recours généralisé à l'«économie de crédit» et aux dépenses militaires engendrées par les guerres d'Irak et d'Afghanistan. La crise de 2008 éclata dans toute sa force lorsque ces crédits de plus en plus «risqués» (les fameux «subprime») ne purent plus être remboursés en raison du ralentissement économique aux Etats-Unis, entraînant l'effondrement de banques et d'institutions financières qui les avaient pratiqués à large échelle.

Il fallut l'intervention massive des Etats au secours d'abord du système financier pour arrêter la chute, pour faire ensuite repartir l'économie en accroissant l'endette-

ment public; celui-ci a atteint des sommets inégalés en temps de paix, avec cependant des résultats mitigés, y compris aux Etats-Unis. L'ancien dirigeant de la Réserve Fédérale (la *Fed*, la Banque Centrale américaine), Alan Greenspan, observateur avisé s'il en est, estime ainsi que si «*les Etats-Unis vont mieux que le reste du monde*», «*notre économie tourne toujours au ralenti*» (8). Et de fait, la reprise américaine a été directement dépendante de l'injection de centaines de milliards de dollars dans l'économie par la *Fed* (politique dite du «quantitative easing», l'«assouplissement monétaire», qui revient à faire marcher la planche à billets et à faire tomber les taux d'intérêts à zéro ou presque).

Ces liquidités devaient servir à stimuler le redémarrage économique par une poussée du crédit – et effectivement on estime par exemple que la reprise du marché automobile américain est lié à la généralisation de prêts à très bas taux, y compris des prêts «à risque» dans le style «subprime», aux acheteurs; mais comme l'engorgement des marchés ne permettait que difficilement de trouver des opportunités d'investissement rentables dans la dite «économie réelle», elles ont servi aussi à alimenter des spéculations diverses et une croissance artificielle de la bourse qui menacent de déboucher un jour ou l'autre sur un krach. Comme l'écrivait Marx, «*le système de crédit peut faire figure de levier principal de la surproduction et de la surspéculation commerciale*» parce qu'il tend au maximum le procès de reproduction du capital; accélérant le développement matériel des forces productives, «*le crédit accélère en même temps les explosions violentes* [«*du caractère contradictoire de la production capitaliste*»], *les crises et, partant les éléments qui dissolvent l'ancien mode de production*» (9).

L'endettement total des Etats-Unis qui était de 1,9 fois le PIB en 1980 (à la veille de la crise de 1981-82) s'est fortement accru depuis; il était de 4,6 fois le PIB en 2007 et il est supérieur aujourd'hui à 5,2 fois cette valeur (10): les chiffres montrent que le recours massif à l'endettement est un facteur clé de croissance de l'économie, qui menace de retomber dans le coma si on lui restreint sa dose de drogue. Mais, vivant à crédit, elle devient d'autant plus fragile et sujette aux crises...

(Suite en page 6)

Proletarian

N° 11 (Winter-Spring 2015)

- Down with the Imperialist War in Iraq and Syria!
- No to the pro-imperialist mobilization around Kurdistan!
- Ferguson, USA: An episode in the class war
- For anti-capitalist class struggle! For the international communist revolution!
- The Immediate Revolutionary Program (General Meeting of Forli, December 28th 1952)
- Down with the latest criminal abuses by the Israeli state! Solidarity with the Palestinian proletarian masses!
- Ukraine: Against nationalism! For proletarian class unity!
- Ukraine: The fall of Yanukovich will not solve the problems of the proletarian masses
- The monarchy of Felipe VI or the Third Republic are only forms of government of the bourgeois class, and therefore of exploitation and misery for the proletariat
- The Algerian Trotskyists in the mirror of the presidential election

One copy: 1,5 €, £ 1, 3 CHF, US\$ 1,5

Le capitalisme mondial vers la rechute dans la crise

(Suite de la page 5)

CHUTE DU PRIX DU PÉTROLE

Mais, nous objectera-t-on peut-être, la baisse du prix du pétrole est une bonne nouvelle bien réelle pour la croissance économique dans le monde! C'est en tout cas ce que nous disent les dirigeants politiques et tous les économistes qui vont même jusqu'à calculer les points de croissance supplémentaires que va entraîner cette baisse. Il est certain qu'une baisse de la valeur des matières premières qu'elle utilise, permet à l'entreprise capitaliste de diminuer ses frais de production et par conséquent, soit d'augmenter son taux de profit, soit de baisser ses prix pour pouvoir conquérir de nouveaux marchés. Et dans un cas comme dans l'autre de retrouver la santé...

Mais en réalité ce véritable effondrement des prix du pétrole (près de 50% de baisse à la fin de l'année par rapport à l'été dernier) est une conséquence du ralentissement économique mondial; et donc les gains économiques à court terme seront annulés par la nouvelle crise qu'il annonce. En effet contrairement à ce qu'affirment certains, la baisse du prix du pétrole n'est pas causée par la volonté des Saoudiens, soit de lutter contre les nouveaux producteurs américains de gaz de schiste, soit, sous la pression américaine, de déstabiliser la Russie, le Venezuela ou l'Iran, mais bien par une surproduction et la baisse de la demande.

Et d'ailleurs ce n'est pas seulement le pétrole qui baisse, mais toute une série de matières premières, le minerai de fer étant celle qui a connu la plus forte chute, supérieure à celle du pétrole, avec le charbon: le cuivre et d'autres métaux, ainsi que des matières premières agricoles comme le caoutchouc, le coton, le sucre, les céréales, etc (11). Les pays producteurs de ces matières premières et surtout les pays producteurs de pétrole pour qui il s'agit souvent de la principale ressource à l'exportation, se retrouvent en grande difficulté. Le Venezuela, qui dispose des ressources prouvées les plus importantes dans le monde, serait au bord du défaut de paiement; son président a fait, sans succès, le tour des pays producteurs pour qu'une action concertée de réduction de la production ramène le prix du baril à 100 dollars, prix nécessaire non pour équilibrer le budget (il faudrait que le prix atteigne les 160 dollars!), mais pour permettre d'honorer sans difficultés ses engagements financiers. Or, les spécialistes estiment maintenant qu'en 2105 le prix moyen devrait tourner autour des 50 dollars! De même l'Iran aurait besoin d'un prix de 130 dollars, l'Irak de 114, la Russie de 110 pour équilibrer leur budget (12)...

CRIANTE DE LA DÉFLATION, CRAINTE DE LA CRISE

Une nouvelle menace hante les responsables européens: celle de la **déflation**, c'est-à-dire de la baisse des prix. La baisse des prix des marchandises frappe en effet directement les capitalistes, alors qu'elle est allègre le coût de la vie pour les prolétaires. Toute crise économique importante voit apparaître la déflation, car pour écouler les marchandises qu'ils n'arrivent plus à vendre, les capitalistes sont obligés de baisser leur prix, diminuant du coup leur profit, facteur indispensable du cycle capitaliste: la crainte de la déflation n'est donc autre que la crainte de la crise de surproduction. Pour y parer la Banque Centrale Européenne va s'engager à fond dans la voie suivie par les Américains, sur laquelle pour l'instant elle n'avait fait que quelques pas: le *quantitative easing*, la création de liquidités pour rendre le crédit encore plus accessible et faire baisser la valeur de l'euro, rendant les marchandises européennes moins chères que leurs concurrentes.

Devant cette perspective la Banque Nationale Suisse a décidé de manière inattendue le 15 janvier d'abandonner sa politique d'un taux plancher de la monnaie nationale

face à l'euro, courant le risque de plonger son économie dans la récession et, en attendant, déclenchant une tempête sur le marché des changes: en quelques instants la valeur du Franc suisse a augmenté de 30% par rapport à l'euro. La BNS était le plus gros acheteur mondial d'euros, suivie probablement par la Banque centrale du Japon.

Les Japonais, confrontés eux aussi à la déflation, ayant déjà pris diverses mesures pour faire baisser la valeur de leur monnaie, cela signifie que nous nous dirigeons vers une exaspération de la concurrence sur un marché mondial déjà engorgé par la surproduction, dont une guerre monétaire pourrait être une des premières manifestations les plus spectaculaires. La Corée est ainsi l'une des premières victimes de la baisse du yen, qui lui fait perdre des parts de marché face aux Japonais dans divers secteurs.

ATTAQUES CONTRE LE PROLÉTARIAT

La crise de 2008 s'est traduite par une profonde dégradation des conditions du prolétariat dans les pays capitalistes développés. Il y a d'abord eu bien sûr la hausse du chômage à cause des faillites et des fermetures d'entreprise ainsi que de «restructurations» diverses. Ce taux de chômage varie suivant les pays; les chiffres donnés par l'agence *eurostat* en début d'année indiquaient en effet un taux de chômage de 25,7% pour la Grèce, 23,9% pour l'Espagne, 13,9% pour le Portugal, 13,4% pour l'Italie, 10,3% pour la France, contre seulement 5% pour l'Allemagne, 5,9% pour la Grande-Bretagne (chiffres de septembre) et 5,8% pour les Etats-Unis.

En y regardant de plus près, on constate qu'une bonne partie de la baisse du chômage en Grande-Bretagne est due aux «contrats zéro heure»: les travailleurs sous ce type de contrat ne sont plus inscrits au chômage, mais ils n'ont aucune garantie de travailler dans le mois, ils n'ont ni salaire minimum, ni indemnités maladie, ni congés payés et ils ne peuvent travailler pour un autre employeur: ils sont pieds et poings liés à leur patron! Le nombre de travailleurs sous ce type de contrat a augmenté de 137% de 2012 à 2013, ils étaient environ 1400.000 au début de 2014; près de la moitié des entreprises de plus de 250 personnes y ont recours (13).

On retrouve dans d'autres pays des situations similaires (par exemple en Allemagne, des petits boulots à 450 euros par mois, sans cotisation de retraite: 4,8 millions de travailleurs n'ont que ces contrats pour vivre!).

Aux Etats-Unis, un nombre important de chômeurs dits «découragés» ne se trouvent plus sur les statistiques du chômage: ce nombre était estimé à pas moins de 6 millions en décembre! S'ils étaient pris en compte, le taux de chômage américain serait supérieur à 9%...

Les salaires des travailleurs qui ont toujours un emploi ont été eux aussi dans la cible. Selon une étude de l'organisation onusienne Bureau International du Travail (14), les salaires ont ainsi baissé en Grèce de près de 25% de 2007 à 2013! Pour les autres pays, en prenant comme base 100 cette année qui précédait la crise, les salaires ont baissé de 7% en Grande-Bretagne (niveau 92,9 en 2013); en Italie ils étaient descendus au niveau 94,3, en Espagne à 96,8 au Japon à 98,7; on constate par contre une petite augmentation aux Etats-Unis (101,4), en France (102,3) et en Allemagne (102,7).

Il faut tout de suite préciser qu'il s'agit du salaire «moyen». Or les disparités salariales se sont accrues après la crise selon toutes les enquêtes internationales; c'est en particulier le cas aux Etats-Unis, où par ailleurs la baisse du salaire moyen dans l'industrie date de plus d'une décennie (4% de baisse du salaire horaire moyen entre 2003 et 2013). Cela signifie que, même quand elle a échappé au chômage, toute une partie du prolétariat, la moins bien payée (qu'elle soit composée de femmes, de minorités comme les Noirs aux Etats-Unis, de travailleurs précaires, etc.) a connu une sérieuse dégradation de ses conditions de vie, y compris dans les pays capitalistes les plus riches.

Cette situation n'est pas appelée à changer. En effet les institutions économiques

internationales dont le rôle est de synthétiser les aspirations capitalistes, comme l'OCDE, la Banque Mondiale ou le FMI appellent à accentuer les mesures en faveur du secteur privé et les «réformes» pour réduire les contraintes structurelles et les «rigidités du marché du travail» qui sont un «frein à la croissance»; ce que signifie ce langage des économistes bourgeois, c'est qu'il faut plier encore davantage les prolétaires aux besoins du capital, notamment en s'attaquant à des «archaïsmes» tels que les contrats à durée déterminée, les indemnités de chômage «trop généreuses», les pensions de retraite trop élevées et indexées sur le coût de la vie, un âge de départ à la retraite trop précoce, etc.

Bref la rechute de l'économie mondiale dans une nouvelle récession signifiera inévitablement une aggravation des attaques contre le prolétariat. Il appartiendra à celui-ci de commencer à réagir à cette grêle ininterrompue de coups qui le frappent depuis des années, par des mouvements de lutte décidée pour la défense de ses intérêts propres. Comme nous le disions en conclusion d'une étude du parti après la récession de 1957 :

Les prolétaires n'ont pas à choisir entre capitalisme sans crise et capitalisme en crise ; il ont à lutter – et la lutte ne naît pas du seul fait de la crise, mais d'une force politique visant à la dictature, point central des découvertes de Marx – pour en finir avec le capitalisme, avec ou sans crise, en inflation ou en déflation (15)

Seul le retour à la lutte indépendante de classe, menée par les organisations prolétaires et dirigée par le parti de classe, pourra briser le cycle infernal du capitalisme qui, de crise en crise, sème guerres et destructions en tout genre sur la planète, en se dirigeant inexorablement vers un troisième conflit mondial.

(1) <http://www.lesoir.be/712672/article/economie/2014-11-20/une-recession-mondiale-65-risque>. L'intérêt de ce genre de «prévisions» pseudo-scientifiques est de montrer l'inquiétude grandissante dans certains milieux bourgeois.

(2) cf «Perspectives de l'économie mondiale», octobre 2014. <http://www.imf.org/external/french/pubs/ft/weo/2014/02/pdf/textf.pdf>

(3) cf *Eco Perspectives*, BNP Paribas, 4e trimestre 2014.

(4) <http://www.novethic.fr/empreinte-sociale/droits-humains/isr-rse/inde-les-ong-accusees-de-casser-la-croissance-142649.html>

(5) <http://www.boursorama.com/actualites/vers-un-ralentissement-brutal-de-l-economie-chinoise-en-2015-par-jean-luc-buchalet-cercle-des-analystes-independants>

(6) cf *Le Monde*, 11-12/1/2015

(7) <http://www.worldbank.org/en/news/press-release/2015/01/13/global-economic-prospects-improve-2015-divergent-trends-pose-downside-risks>

(8) <http://www.bloomberg.com/news/2014-12-30/greenspan-throws-a-wet-blanket-on-hopes-for-u-s-growth-breakout.html>

(9) Marx, *Le Capital*, Livre III, ch 27. Ed. Sociales 1976 p. 412-413.

(10) <http://criseusa.blog.lemonde.fr/2014/05/28/endettement-et-croissance-aux-usa-les-illusions-keynesiennes-2eme-partie/>

(11) cf *Les Echos*, 30/12/2014

(12) cf *Financial Times*, 9/11/2014. L'extraction du pétrole des sables bitumineux canadiens n'est rentable qu'à 100 dollars le baril, les puits en eau profonde (Angola, Brésil, Norvège, Grande-Bretagne) à partir de 80 dollars; quant au pétrole du gaz de schiste américain, ses coûts de production varieraient de 40 à 115 dollars le baril. En conséquence l'industrie pétrolière diminue fortement ses investissements et procède à des milliers de licenciement.

(13) <http://www.ons.gov.uk/ons/rel/lmac/contracts-with-no-guaranteed-hours/zero-hours-contracts/art-zero-hours.html#tab=4>—How-many-no-guaranteed-hours-contracts—NGHCs

(14) ILO, «Global Wage Report 2014-2105», p.7

(15) cf *Il Programma Comunista* n°9/1958

Taux de chômage (décembre 2014)

Selon l'office statistique européen Eurostat, il y avait, fin 2014, 24 millions de chômeurs dans l'Union européenne (dont 18 millions dans la seule zone euro). Voici, pour quelques uns de ces pays, ainsi que pour les Etats-Unis, le Japon et le Brésil, le taux de chômage de la population active en général, et, pour les pays européens des moins de 25 ans:

Allemagne:	4,8%	7,2%
Belgique:	8,4%	21,9%
Espagne:	23,7%	51,4%
France:	10,3%	25,2%
Grèce:	25,8%	50,6% (oct.)
Irlande:	13,5%	21,6%
Italie:	12,9%	42%
Pologne:	8%	22,6%
Portugal:	13,4%	34,5%
G-Bretagne:	5,9%	16,7% (oct.)
Etats-Unis:	5,6%	-
Japon:	3,4%	-
Brésil:	4,3%	-

Il faut préciser que les statistiques du chômage au Japon sont très controversées en raison de la méthode utilisée et certains spécialistes estiment qu'il faudrait au moins doubler le chiffre officiel pour faire une comparaison valable avec les autres pays. De même, au Brésil bon nombre de chômeurs ne sont pas comptabilisés, et le taux réel de chômage est probablement au moins le double du taux officiel. Nous n'avons pas rapporté le taux chinois officiel qui présente la caractéristique toute bureaucratique d'être invariable!

Irrésistible endettement

L'endettement des différents pays de la planète a sensiblement augmenté depuis la crise de 2008. Par rapport au PIB (ce qui est une mesure commode, mais qui ne dit rien de la charge réelle de la dette, c'est-à-dire des ressources nécessaires à son remboursement), on avait un endettement équivalent à 165% du PIB mondial en 2001; il s'élevait à 195% de celui-ci en 2008 pour atteindre 215% aujourd'hui (1): la drogue du crédit est toujours plus nécessaire pour l'économie capitaliste. C'est pourquoi les dirigeants bourgeois s'efforcent de rendre le crédit plus facile et moins onéreux (baisse des taux d'intérêt), en particulier quand il s'agit de faire redémarrer l'économie: aujourd'hui, les mesures dites de «quantitative easing» (assouplissement monétaire), font tomber les taux d'intérêt (pour les banques!) à presque zéro: mesure quasiment désespérée pour relancer la machine économique...

Habituellement les pays sont classés selon l'endettement de leur Etat (*dette souveraine*), parce que c'est celui qui est à la charge du budget de l'Etat (malheureusement les statistiques à ce sujet sont très difficiles à trouver pour les grands pays) (2) et qui nécessite le plus d'avoir recours aux emprunts internationaux; mais si nous les classons selon leur endettement total (endettement étatique plus endettement privé, des ménages et des entreprises, y compris des entreprises financières), les économies les plus **endettées** en 2013 étaient les suivantes (nous indiquons entre parenthèses la dette souveraine) (1):

Irlande:	1026%	(124%)
Pays-Bas:	636%	(74%)
Japon:	562%	(243%)
Portugal:	507%	(129%)
G-Bretagne:	495%	(90%)
Belgique:	408%	(102%)
Suède:	422%	(41%)
Espagne:	394%	(94%)
France:	347%	(94%)
Etats-Unis:	362%	(105%)
Italie:	352%	(133%)
Grèce:	317%	(175%)
Canada:	374%	(89%)
Allemagne:	265%	(78%)

(1) cf *Geneva Reports on the world economy* n°16, sept. 2014. www.cpr.org

(2) Bien que l'endettement augmente, grâce à la baisse des taux d'intérêt le service de la dette en France est passée au deuxième rang des dépenses prévues par le budget pour 2015 (11%), alors qu'il se trouvait au premier rang depuis 2011. Le service de la dette est estimé être équivalent à environ 5% du PIB en Grèce, 4,7% en Italie et 3,2% en Espagne (sources: *Der Spiegel*, 2/2/15 et *L'Usine Nouvelle*, 30/1/15)

NOTES DE LECTURE

Italie 1919-1920. Les deux années rouges, où comment LO réécrit l'histoire

(Suite de la page 1)

suit pas Mussolini lorsque, face à l'indignation générale des militants, celui-ci quitta le parti pour fonder ce qui allait devenir le fascisme, l'épisode ne plaide pas en faveur de la fermeté de ses positions ni de sa clairvoyance politique. Ce n'était d'ailleurs pas un simple épisode sans lendemain, un égarement temporaire.

Quelque temps plus tard, la première réaction de Gramsci face à la révolution bolchevique fut en effet de la saluer comme une «révolution contre *Le Capital de Karl Marx*» car «les bolcheviks renient certaines affirmations du *Capital*, ils ne sont pas 'marxistes', voilà tout, ils n'ont pas complété dans les œuvres du maître une doctrine extérieure faite d'affirmations dogmatiques et indiscutables. Ils vivent la pensée marxiste, celle qui ne meurt jamais, qui est le prolongement de la pensée idéaliste italienne et allemande et qui, chez Marx, avait été contaminée par des incrustations positivistes et naturalistes» («La révolution contre *Le Capital*», *Avanti!*, 24/12/1917) (2). Difficile de trouver plus grande incompréhension et plus parfaite négation du marxisme!

C'est en mettant de côté tout ce fatras que Gramsci a pu participer à la fondation du Parti Communiste (dans laquelle il fut cependant plus spectateur que participant actif) et en être, pendant 2 ans, un militant dévoué et discipliné.

GRAMSCI, PORTE-PAROLE DES SOVIETS ?

Pour LO, Gramsci est le champion des conseils ouvriers: en fait il défend plutôt les *Conseils d'usine*, c'est-à-dire des organismes qui, à la différence des Soviets, ne dépassent pas les limites d'entreprise et ont plus une fonction de **gestion de la production** qu'une fonction politique d'unification de classe du prolétariat. *L'Ordine nuovo*, journal publié à Turin par Gramsci et ses camarades, aurait été le «porte-parole» des prolétaires qui veulent «s'affranchir des directions syndicales réformistes en mettant en place [...] quelque chose d'analogue aux soviets russes» (p. 65). Rien de plus faux.

En réalité, l'ordinovisme avait une position opposée à celle des bolcheviks et à celle des marxistes d'Italie. Affirmer, comme il le faisait, «qu'avant même la chute de la bourgeoisie les conseils ouvriers sont déjà des organes non seulement de lutte politique mais aussi de préparation économique-technique du système communiste, est un pur et simple retour au gradualisme socialiste; celui-ci, qu'il s'appelle réformisme ou syndicalisme, est défini par l'idée fautive que le prolétariat peut s'émanciper en gagnant du terrain dans les rapports économiques alors que le capitalisme détient encore, avec l'Etat, le pouvoir politique».

Et les communistes rappelaient l'importance et le rôle central du Parti: «Tant que le pouvoir politique se trouve encore dans les mains de la classe capitaliste, on ne peut obtenir une représentation des intérêts généraux révolutionnaires du prolétariat que sur le terrain politique, dans un parti de classe. [...] Au stade où nous en sommes, c'est-à-dire quand l'Etat du prolétariat est encore une aspiration programmatique, le problème fondamental est celui de la conquête du pouvoir par le prolétariat ou mieux encore, par le prolétariat communiste, c'est-à-dire par les travailleurs organisés en parti politique de classe et décidés à réaliser la forme historique du pouvoir révolutionnaire, la dictature du prolétariat», (Bordiga «Pour la constitution des conseils ouvriers en Italie», *Il Soviet*, série d'articles publiés

en janvier-février 1920) (4);

Le livre de L.O. semble faire écho aux positions ordinovistes. On y lit qu'à l'été 1920 la classe ouvrière, avec les occupations d'usines, «avait conquis, ou virtuellement conquis, le pouvoir. Mais il n'y avait aucune organisation capable de lui indiquer la voie à suivre pour transformer l'essai» (p. 95). Qu'en était-il en réalité?

Fin août 1920, le syndicat de la métallurgie (la FIOM, qui fait partie de la CGL) avait décidé d'une grève perlée pour la revendication d'augmentations des salaires afin de compenser une inflation galopante qui avait déjà provoqué la vague de grèves de 1919. Comme les patrons répliquent par le lock-out, la FIOM appelle les travailleurs à occuper les usines métallurgiques – tout en continuant à travailler! En quelques jours 500.000 métallos occupent ainsi leurs usines dans tout le pays. L'auteur rapporte sans sourciller le témoignage d'un militant de la ville de Novara disant que pendant les occupations les ouvriers avaient «travaillé mieux qu'avant, plus, parce que nous voulons que les patrons de retour n'aient rien à redire» (p. 76). Sans commentaire.

Si les métallurgistes qui se sont mis massivement en mouvement, suivis par les ouvriers d'autres entreprises, cherchent spontanément à établir un rapport de forces vis-à-vis des patrons et n'attendent pas les directives de la FIOM, ils laissent inévitablement la direction de la lutte à d'autres: aux chefs syndicaux réformistes et aux dirigeants socialistes maximalistes, qui en dépit de leurs phrases «révolutionnaires» (3), s'alignent sur ces derniers. Une des limites du mouvement, et non la moindre, est en effet l'illusion, sciemment entretenue par le réformisme, d'une conquête du pouvoir à la base, dans les entreprises. Mais les prolétaires n'avaient rien conquis: la meilleure preuve en est donnée par le fait que pendant le mouvement d'occupation, le gouvernement, comptant sur l'inévitable épuisement des prolétaires, part en vacances! Ce n'est que lors du reflux du mouvement que la répression policière et les premières attaques fascistes se firent sentir.

La soi-disant «gestion ouvrière des usines» (p. 75) qui encore aujourd'hui est revendiquée par les conseillistes et les autogestionnaires, ne peut pas être une forme de pouvoir prolétarien tant que l'Etat bourgeois n'est pas détruit et qu'un pouvoir politique prolétarien centralisé – la **dictature du prolétariat** – n'est pas instauré sur ses ruines; elle ne peut être une forme socialiste tant que les rapports capitalistes de production et d'échange ne sont pas brisés par ce pouvoir politique. L'occupation des usines ne peut avoir un sens révolutionnaire que si elle s'intègre dans la préparation de l'assaut révolutionnaire, sinon elle reste une tactique purement passive et défensive. Le quotidien de la bourgeoisie milanaise, le *Corriere della Sera* appellera ainsi les premiers occupants d'usines à Milan: «les reclus volontaires» (5); ce n'est pas en s'enfermant dans les usines que les prolétaires peuvent mener la lutte révolutionnaire, comme le démontreront encore les occupations d'usine en France en 1936 ou 1968.

Volontairement, LO falsifie l'histoire – au moins par omission – en présentant le courant de Gramsci comme communiste. L'ordinovisme est un anti-marxisme. Il entendait non pas s'emparer du pouvoir par une révolution sous la direction du Parti communiste, mais former au préalable un «bloc historique» interclassiste – unissant les prolétaires à la petite-bourgeoisie intellectuelle et autres couches «populaires» – pour conquérir l'«hégémonie culturelle», c'est-à-dire en distillant les idées communistes pour qu'elle deviennent majoritaires dans le «peuple». Nous sommes ici bien loin du *Manifeste* et de *Que faire ?*

Il n'est pas étonnant que les élucubrations ordinovistes ont toujours été défendues par les faux communistes en tout genre, du PCI stalinien de Togliatti (second de Gramsci à l'*Ordine Nuovo*) à l'*opéraïsme* de Negri en passant par les multiples variétés du trotskysme.

ENCORE ET TOUJOURS, LE MYTHE DU PC D'I SECTAIRE ET PASSIF

Une des conséquences de l'échec des occupations d'usine, est de gonfler dans le PSI les rangs des partisans de la constitution d'un véritable parti révolutionnaire en Italie, d'un véritable parti communiste qui avait si cruellement fait défaut – la Fraction Communiste Abstentionniste. Celle-ci se transforme en octobre 1920 en Fraction Communiste avec le ralliement d'autres éléments d'extrême-gauche du PSI, en particulier des ordinovistes qui avaient remis leurs thèses conseillistes démenties par les faits; et en janvier 1921, à Livourne, le Parti Communiste d'Italie est fondé par la scission d'avec le vieux PSI et de sa majorité maximaliste qui avait démontré son incapacité révolutionnaire.

Le PC d'I naît dans une période de déclin des luttes et de contre-attaque bourgeoise qui s'appuie notamment sur les groupes fascistes. LO reproche au parti d'être resté passif face à cette offensive fasciste, car il aurait refusé de combattre aux côtés d'autres courants et d'intégrer dans ses rangs des non-communistes «par sectarisme, considérant que de telles organisations de combat ne doivent être constituées que de purs communistes» (p. 115).

Vieille accusation, répétée jusqu'à la nausée par tous ceux qui ont voulu effacer de la mémoire prolétarienne la lutte exemplaire du PC d'I dirigé par la Gauche. Les communistes italiens se sont battus les armes à la main, avec courage et abnégation, contre les *squadristes* fascistes. Et le Parti Communiste fut le seul à appeler le prolétariat à répondre à la violence bourgeoise par la violence prolétarienne. Pour ce faire, il a construit méthodiquement un appareil militaire dirigé par lui et lui obéissant de façon stricte.

Ce qui est vrai, c'est que le Parti a refusé de fonder cet appareil militaire dans les *Arditi del Popolo*. Ce groupe était une scission des très nationalistes anciens combattants, les *Arditi d'Italia*. Il partageait le même patriotisme et se réclamait de l'expédition de Fiume menée par l'écrivain et politicien d'extrême-droite Gabriele D'Annunzio (6). Il est cependant indéniable que, face aux hordes squadristes, les *Arditi del popolo* firent souvent preuve d'un réel héroïsme et combattirent aux côtés du Parti, lorsqu'ils ne passèrent pas sous son autorité.

Il est également totalement faux de raconter que le PC d'I «a tendance à sous-estimer le danger fasciste» (p. 117), qu'il «donne l'impression d'attendre passivement que les masses, ayant fait l'expérience du réformisme, se tournent vers lui» (p. 118) car il aurait «une perception erronée de la réalité» (p. 100). L'auteur montre le bout de son nez opportuniste en reprochant au PC d'I de «défendre l'idée que la crise du pouvoir et de l'équilibre démocratique bourgeois est une bonne chose pour le prolétariat révolutionnaire: elle permet de simplifier la lutte, de démasquer la social-démocratie et d'ouvrir la voie à la seule force réellement révolutionnaire» (p. 117). Se réjouir de la crise de «l'équilibre démocratique» est évidemment inconcevable pour LO!

La vérité est que le PC d'I a refusé de liquider son indépendance programmatique et organisationnelle dans un front antifasciste avec des forces anti-prolétariennes. Voilà le fond de la critique de LO qui offre comme perspective de «s'adres-

ser au PSI et à la CGL» (p. 118) et de «faire front» (p. 100) avec ces ennemis de la lutte prolétarienne.

Ce reproche est d'autant plus absurde qu'à l'époque, non seulement le PSI et la CGL étaient des remparts de l'ordre bourgeois démocratique, mais aussi les signataires d'un ignoble et criminel «pacte de pacification» avec les fascistes! Le résultat essentiel de ce «pacte» aura été de désorienter et de désarmer les prolétaires face à l'offensive fasciste. Ce pacte «impliquait quelque chose de pire encore qu'un engagement à désarmer les forces prolétariennes: un engagement à les abandonner à la violence répressive de l'État, considérée comme 'légitime'! Il ne signifiait pas seulement: **jetons les armes! Mais: État, empêchez par les armes toute lutte armée!** Puisqu'un seul parti, le Parti Communiste, repousse l'invitation à la trêve, ton devoir, État bien-aimé est de le contraindre à l'observer. [...] Si le Parti communiste ne participe pas à l'ignoble pacte de pacification entre les partis, c'est que c'était pour lui une **question de vie ou de mort** de s'en abstenir, quelles qu'aient dû être les conséquences pratiques de cette abstention pour l'avenir proche, et la perte de popularité qu'elle ait pu provoquer dans l'immédiat. Ce refus ne représentait donc pas un facteur de faiblesse, mais un facteur de force, un pas en avant dans l'affirmation du Parti comme le **seul** guide du prolétariat révolutionnaire dans la défensive comme dans l'offensive. La grande force des bolcheviks n'avait-elle pas été de **savoir être seuls** pour ne pas se laisser paralyser par les faux amis au service de l'ennemi?» («Le PC d'I face à l'offensive fasciste», 2^e partie, *Programme communiste*, n°45, juillet 1969)

C'est cette tactique que condamne Lutte Ouvrière.

* * *

Lutte Ouvrière aime se présenter comme la seule organisation à brandir le drapeau du communisme et à regrouper «ceux qui ne sont pas démoralisés, ceux qui gardent leurs capacités militantes, surtout leurs idées et leur confiance en la capacité de la classe ouvrière à retrouver le chemin de la lutte mais aussi à renouer avec son rôle historique» («Relever le drapeau de la lutte de classe du prolétariat», texte adopté au dernier congrès, *Lutte de classe*, n° 156, novembre-décembre 2013).

Ce ne sont que des déclarations de congrès. Dans les faits, LO est un auxiliaire du réformisme qui, dans la mesure de ses moyens, s'emploie à brouiller les leçons vitales des grandes luttes prolétariennes et donc à désarmer politiquement les prolétaires face à leurs ennemis.

(1) cf Antonio Gramsci, «Ecrits politiques», Ed. Gallimard 1974, Tome 1, p. 66. L'article de Mussolini, paru sur le n° du 10/1914 de l'*Avanti!* En novembre, Mussolini fondait avec de l'argent fourni par l'impérialisme français *Il Popolo d'Italia* qui viendrait par la suite l'organe du fascisme.

(2) Ibidem, p. 135. Sous le nom de naturalisme et de positivisme, ce que vise Gramsci, c'est le déterminisme, le matérialisme, évidemment incompatibles avec l'idéalisme!

(3) Le Parti Socialiste italien était dirigé par la tendance de gauche dite «maximaliste» et il avait adhéré à l'Internationale Communiste.

(4) cf *Programme Communiste* n°72, décembre 1976. Nous renvoyons le lecteur intéressé par une critique détaillée des positions gramscistes aux n° 71, 72 et 73 de la revue où est publiée l'étude: «Gramsci, *L'Ordine Nuovo* et *Il Soviet*».

(5) 31/8/1920, cité dans «Storia della Sinistra Comunista», tome 3, p. 68

(6) En septembre 1919, D'annunzio, à la tête de ses partisans, s'empare de la ville de Fiume (Rijeka) qu'il veut rattacher à l'Italie. A cette époque rival de Mussolini, il se ralliera ensuite à lui et au mouvement fasciste.

Lénine De l'attitude du parti ouvrier à l'égard de la religion

Nous publions des extraits d'article de Lénine consacré à la question de la lutte contre la religion. Contrairement aux athées bourgeois qui s'imaginent que la lutte contre la religion est une lutte d'idées, qui devrait par ailleurs rassembler toutes les personnes cultivées et éclairées, par dessus les divisions de classes, le marxisme explique que l'emprise de la religion est liée à des facteurs sociaux et qu'elle ne peut donc être combattue que par le développement de la lutte sociale, de la lutte de classe des opprimés, croyants ou incroyants. La lutte anti-religieuse à la manière bourgeoise, basée sur des prêches ou sur des caricatures, non seulement est incapable de faire reculer la religion mais d'un côté elle divise les prolétaires selon leurs attitudes envers la religion, et d'un autre elle tend à les noyer dans une union interclassiste au nom de l'opposition à «l'obscurantisme». En réalité il n'y a pas plus grand et plus fatal obscurantisme que la croyance aveugle dans une démocratie communautaire d'intérêt avec l'ennemi de classe.

Cet article a été republié in extenso dans notre brochure: «La laïcité, un principe bourgeois» (brochure «Le Prolétaire» n°31)

(...) La social-démocratie fait reposer toute sa conception sur le socialisme scientifique, c'est-à-dire sur le marxisme. La base philosophique du marxisme, ainsi que l'ont proclamé maintes fois Marx et Engels, est le **matérialisme dialectique** qui a pleinement fait siennes les traditions historiques du matérialisme du XVIII^e siècle en France et de Feuerbach (première moitié du XIX^e siècle) en Allemagne, matérialisme incontestablement athée, résolument hostile à toute religion. Rappelons que tout l'Anti-Dühring d'Engels, dont le manuscrit a été lu par Marx, accuse le matérialiste et athée Dühring de manquer de fermeté idéologique dans son matérialisme, de ménager des biais à la religion et à la philosophie religieuse. Rappelons que dans son ouvrage sur Ludwig Feuerbach, Engels lui reproche d'avoir combattu la religion non pas dans le but de la détruire, mais dans celui de la replâtrer, d'inventer une religion nouvelle, «élevée», etc. «*La religion est l'opium du peuple*».

Cette sentence de Marx constitue la pierre angulaire de toute la conception marxiste en matière de religion. Le marxisme considère toujours la religion et les églises, les organisations religieuses de toute sorte existant actuellement comme des organes de réaction bourgeoise, servant à défendre l'exploitation et à intoxiquer la classe ouvrière.

Et, cependant, Engels a condamné maintes fois les tentatives de ceux qui, désireux de se montrer «plus à gauche» ou «plus révolutionnaires» que les sociaux-démocrates, voulaient introduire dans le programme du parti ouvrier la franche reconnaissance de l'athéisme en lui donnant le sens d'une déclaration de guerre à la religion.

En 1874, parlant du fameux manifeste des réfugiés de la Commune, des blanquistes émigrés à Londres, Engels traite de sottise leur tapageuse déclaration de guerre à la religion; il affirme qu'une telle déclaration de guerre est le meilleur moyen d'aviver l'intérêt pour la religion et de rendre plus difficile son dépérissement effectif. Engels impute aux blanquistes de ne pas comprendre que seule la lutte de classe des masses ouvrières, amenant les plus larges couches du prolétariat à pratiquer à fond l'action sociale, consciente et révolutionnaire, peut libérer en fait les masses opprimées du joug de la religion, et que proclamer la guerre à la religion, tâche politique du parti ouvrier, n'est qu'une phrase anarchique.

En 1877, dans l'Anti-Dühring, s'attaquant violemment aux moindres concessions de Dühring-philosophe à l'idéalisme et à la religion, Engels condamne avec non moins de force l'idée pseudo-révolutionnaire de Dühring relative à l'interdiction de la religion dans la société socialiste. Déclarer une telle guerre à la religion, c'est, dit Engels, «être plus Bismarck que Bismarck lui-même», le *Kulturkampf*, c'est-à-dire la lutte que Bismarck mena après 1870 contre le Parti catholique allemand du *Zentrum*, au moyen de persécutions policières dirigées contre le catholicisme). Par cette lutte, Bismarck n'a fait que raffermir le cléricisme militant des catholiques; il n'a fait que nuire à la cause de la véritable culture, en mettant au premier plan les divisions religieuses, au lieu des divisions politiques, il a fait dévier l'attention de certaines couches de la clas-

se ouvrière et de la démocratie, des tâches essentielles que comporte la lutte de classes et révolutionnaire, vers l'anticléricalisme le plus superficiel et le plus bourgeoisement mensonger.

En accusant Dühring, qui désirait se montrer ultra-révolutionnaire, de vouloir reprendre sous une autre forme cette même bêtise de Bismarck, Engels exigeait que le parti ouvrier travaillât patiemment à l'œuvre d'organisation et d'éducation du prolétariat, qui aboutit au dépérissement de la religion, au lieu de se jeter dans les aventures d'une guerre politique contre la religion. Ce point de vue est entré dans la chair et dans le sang de la sociale-démocratie allemande, qui s'est prononcé, par exemple, en faveur de la liberté pour les jésuites, pour leur admission en Allemagne, pour l'abolition de toutes mesures de lutte policière contre telle ou telle religion. «*Proclamer la religion une affaire privée*». Ce point célèbre du programme d'Erfurt (1891) a consacré cette tactique politique de la sociale-démocratie.

Cette tactique est devenue désormais routinière; elle a engendré une nouvelle déformation du marxisme en sens inverse, dans le sens de l'opportunisme. On s'est mis à interpréter les principes du programme d'Erfurt en ce sens que nous, sociaux-démocrates, que notre parti considère la religion comme une affaire privée, que pour nous, sociaux-démocrates, pour nous en tant que parti, la religion est une affaire privée. Sans engager une polémique ouverte contre ce point de vue opportuniste, Engels a jugé nécessaire, après 1890, de s'élever résolument contre lui, non sous forme de polémique, mais sous une forme positive. En effet, Engels l'a fait sous la forme d'une déclaration qu'il a souligné à dessein, disant que la sociale-démocratie considère la religion comme une affaire privée en face de l'Etat, mais non envers elle-même, non envers le marxisme, non envers le parti ouvrier. (...)

Le marxisme est un matérialisme. A ce titre, il est aussi implacablement hostile à la religion que le matérialisme des encyclopédistes du XVIII^e siècle ou le matérialisme de Feuerbach. Voilà qui est indéniable.

Mais le matérialisme dialectique de Marx et d'Engels va plus loin que les encyclopédistes et Feuerbach en ce qu'il applique la philosophie matérialiste au domaine de l'histoire, au domaine des sciences sociales. Nous devons combattre la religion; c'est l'a b c de tout le matérialisme et, partant, du marxisme. Mais le marxisme n'est pas un matérialisme qui s'en tient à l'a b c. Le marxisme va plus loin. Il dit: il faut savoir lutter contre la religion; or, pour cela, il faut expliquer d'une façon matérialiste la source de la foi et de la religion des masses.

On ne doit pas confiner la lutte contre la religion dans une prédication idéologique abstraite; on ne doit pas l'y réduire; il faut lier cette lutte à la pratique concrète du mouvement de classe visant à faire disparaître les racines sociales de la religion. Pourquoi la religion se maintient-elle dans les couches arriérées du prolétariat des villes, dans les vastes couches du semi-prolétariat, ainsi que dans la masse des paysans? Par suite de l'ignorance du peuple, répond

le progressiste bourgeois, le radical ou le matérialiste bourgeois. Et donc, à bas la religion, vive l'athéisme, la diffusion des idées athées est notre tâche principale.

Les marxistes disent: c'est faux.

Ce point de vue traduit l'idée superficielle, étroitement bourgeoise d'une action de la culture par elle-même. Un tel point de vue n'explique pas assez complètement, n'explique pas dans un sens matérialiste, mais dans un sens idéaliste, les racines de la religion. Dans les pays capitalistes actuels, ces racines sont surtout sociales. La situation sociale défavorisée des masses travailleuses, leur apparente impuissance totale devant les forces aveugles du capitalisme, qui causent, chaque jour et à toute heure, mille fois plus de souffrances horribles, de plus sauvages tourments aux humbles travailleurs, que les événements exceptionnels tels que guerres, tremblements de terre, etc., c'est là qu'il faut rechercher aujourd'hui les racines les plus profondes de la religion. «*La peur a créé les dieux*». La peur devant la force aveugle du capital, aveugle parce que ne pouvant être prévue des masses populaires, qui, à chaque instant de la vie du prolétaire et du petit patron, menace de lui apporter et lui apporte la ruine «subite», «inattendue», «accidentelle», qui cause sa perte, qui en fait un mendiant, un déclassé, une prostituée, le réduit à mourir de faim, voilà les racines de la religion moderne que le matérialiste doit avoir en vue, avant tout et par-dessus tout, s'il ne veut pas demeurer un matérialiste primaire.

Aucun livre de vulgarisation n'expurgera la religion des masses par le bain capitaliste, assujetties aux forces destructrices aveugles du capitalisme, aussi longtemps que ces masses n'auront pas appris à lutter de façon cohérente, organisée, systématique et consciente contre ces racines de la religion, contre le règne du capital sous toutes ses formes.

Est-ce à dire que le livre de vulgarisation contre la religion soit nuisible ou inutile? Non. La conclusion qui s'impose est tout autre. C'est que la propagande athée de la sociale-démocratie doit être **subordonnée** à sa tâche fondamentale, à savoir: au développement de la **lutte de classe des masses exploitées contre les exploités**. (...)

Passons maintenant aux conditions qui ont donné lieu, en Occident, à l'interprétation opportuniste de la thèse «la religion est une affaire privée». Evidemment, il y a là l'influence de causes générales qui enfantent l'opportunisme en général, comme de sacrifier les intérêts fondamentaux du mouvement ouvrier à des avantages momentanés. Le parti du prolétariat exige que l'Etat proclame la religion affaire privée, sans pour cela le moins du monde considérer comme une «affaire privée» la lutte contre l'opium du peuple, la lutte contre les superstitions religieuses, etc. Les opportunistes déforment les choses de façon à faire croire que le parti social-démocrate tenait la religion pour une affaire privée!

(...) En premier lieu, la lutte contre la religion est la tâche historique de la bourgeoisie révolutionnaire; et, en Occident, la démocratie bourgeoise, à l'époque de ses révolutions ou de ses attaques contre le féodalisme et les pratiques moyenâgeuses, a pour une bonne part rempli (ou tenté de remplir) cette tâche. En France comme en Allemagne, il y a une tradition de guerre bourgeoise contre la religion, engagée bien avant le socialisme (encyclopédistes, Feuerbach). En Russie, conformément aux conditions de notre révolution démocratique bourgeoise, cette tâche échoit presque entièrement elle aussi à la classe ouvrière. (...)

En second lieu, en Occident, après la fin des révolutions bourgeoises nationales, après l'institution d'une liberté plus ou moins complète de la conscience, la question de la lutte démocratique contre la religion a été, historiquement, refoulée au second plan par la lutte menée par la démocratie bourgeoise contre le socialisme, au point que les gouvernements bourgeois ont essayé à dessein de détourner du socialisme l'attention des masses en organisant une «croisade» pseudo-libérale contre le cléricisme. Le *Kulturkampf* en Allemagne et la lutte des républicains bourgeois contre le cléricisme en France ont revêtu un caractère identique.

L'anticléricalisme bourgeois, comme moyen de **détourner** l'attention des masses ouvrières du socialisme, voilà ce qui, en Occident, a précédé la diffusion, parmi les sociaux-démocrates, de leur actuelle «indifférence» envers la lutte contre la religion. Là encore cela se conçoit et c'est légitime, car à l'anticléricalisme bourgeois et bismarckien, les sociaux-démocrates devaient opposer précisément la subordination de la lutte contre la religion à la **lutte pour le socialisme**. (...)

En proclamant du haut de la tribune parlementaire que la religion est l'opium du peuple, notre fraction a agi de façon parfaitement juste; elle a créé de la sorte un précédent qui doit servir de base à toutes les interventions des sociaux-démocrates russes sur la question de la religion. Fallait-il aller plus loin et développer plus à fond les conclusions athées?

Nous ne le croyons pas. Car cela menacerait de porter le parti politique du prolétariat à exiger la lutte contre la religion; cela conduirait à effacer la ligne de démarcation entre la lutte bourgeoise et la lutte socialiste contre la religion. La première tâche, dont la fraction social-démocrate à la Douma Cent-Noirs devait s'acquitter a été remplie avec honneur.

La deuxième, et à peu de chose près la plus importante pour la sociale-démocratie, était d'expliquer le rôle social joué par l'Eglise et le clergé comme soutiens du gouvernement ultra-réactionnaire et de la bourgeoisie dans sa lutte contre la classe ouvrière; elle aussi a été accomplie avec honneur. (...)

Proletari n° 45. 13 (26) mai 1909

La laïcité, un principe bourgeois
(Brochure, format A5,
76 pages, 2 €)

Notre site Internet :
www.pcint.org
Adresse e-mail :
leproletaire@pcint.org

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Première liste 2015

Aix: 40,00 / Claude: 7,50 / Patrick: 12,50 /
Paris: 600,00 / Raymond: 100,00 / Roland:
7,50 / Thionville: 30,00 / Victor: 60,00

Total liste: 857,50

Abonnez-vous, réabonnez-vous, souscrivez!

Points de contact:

Aix-en-Provence, Paris: pour avoir la date et le lieu des prochaines réunions, écrire au journal.

CORRESPONDANCE :

Pour la France : Programme, B.P. 57428, 69347 Lyon Cedex 07
Pour la Suisse : Editions Programe, Ch. de la Roche 3, 1020 Renens
Pour l'Italie : Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. ISSN 0033-0981. **Versements:** timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «prolétaire»:** 7,5 € / 30 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15 € / 60 FS / £ 20. **«programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 4 € / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32 € / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. **«il comunista»**, le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 13,5 € / 35 FS / £ 13,5. **Abonnement de soutien:** 27 € / 70 FS / £ 27. **«el programa comunista»**, le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien**, le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. **Imprimé par nos soins.**